THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 58 Juillet 2016 Publication «CCIA-BML»

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Le changement

Mohamed Choucair

La Chambre vient d'achever MedGeneration, projet initié par l'Union européenne et destiné à mettre en valeur le rôle de la diaspora envers la mère patrie, et son importance en termes d'expérience et de transmission aux jeunes entrepreneurs.

La Chambre capitalise sur cette expérience pour créer un «Diaspora Hub», réseau permanent entre les émigrés, dont l'épicentre est la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, pour perpétuer et développer cette expérience et générer les automatismes nécessaires à la coopération à l'international et au mentorat des jeunes.

Le succès de MedGeneration et l'intérêt des émigrés découlent de source. Le Liban est le pays qui a la plus grande diaspora par habitant. Celle-ci représente trois fois le nombre de résidents. Ils sont partout dans le monde. Et ils continuent à s'expatrier en masse. Mais, curieusement, le rêve de tout émigré est de finir ses jours au Liban. En attendant, il va construire une villa dans son village natal qui restera vide toute l'année. Il souhaite marier ses enfants au Liban, et fera tout pour les convaincre. Alors que le ban ou la sécurité ont réduit les touristes à leur plus simple expression, le nombre d'émigrés qui visitent le Liban a quant à lui augmenté.

L'amour du Liban est irraisonné. On a mille raisons de le haïr. Pourtant très peu de pays connaissent l'attraction qu'il opère sur ses citoyens. Et pas seulement sur eux. Nombre d'ambassadeurs, de banquiers, de dirigeants d'entreprises internationales ayant fini leur carrière au Liban ne l'ont jamais quitté. «Pourquoi le prononcer ce nom de la patrie ? ... Objets inanimés avez-vous donc une âme qui s'attache à notre âme et la force d'aimer?»

On ne peut aimer le Liban pour ses qualités, on ne voit que ses défauts. Il a poussé le clientélisme à son paroxysme. La démocratie est devenue une farce ; la justice une parodie ; la pauvreté se conjugue au désespoir ; le pays n'a pas d'emploi pour ses jeunes ; tous les drames du Moyen-Orient trouvent leur écho au Liban.

Ceci explique cela. L'amour de ce pays n'a rien à voir avec ses qualités ou ses défauts, ses avantages ou ses inconvénients, on risquerait de se perdre en conjectures si l'on tentait d'expliquer l'attachement des Libanais à leur terre. Nous constatons seulement qu'il est très fort, et qu'il ne repose sur rien de rationnel. Serait-il le creuset où s'est forgée une race qui confond ce qu'elle est avec ce qu'elle croit être, ou ce que le monde veut qu'elle soit?

On veut que le Liban soit le pays de la tolérance. Justement il ne l'est pas. Les communautés se battent pour une parcelle de pouvoir, pour un poste, pour un contrat. Toujours au détriment du Liban. On dirait même que la «corruption» vilipendée en tant que telle, trouve grâce aux yeux de ceux qui privilégient le clan à la patrie. Gibran Khalil Gibran a tout décrit il y a presque cent ans: «Pitié pour la nation qui est pleine de confessions et vide de religion».

Aujourd'hui le pays est bloqué. Depuis plus de deux ans on essaie de faire repartir la machine politique avec les moyens conventionnels: concessions et faux fuyants. Pour combien de temps encore la situation économique et le front social devront-ils se contenter d'«ersatz» au lieu de solutions? Il est fortement douteux, car si cela était, la solution aurait eu lieu depuis longtemps. Ce n'est pas un nouveau gouvernement ou même un nouveau parlement qui va créé le changement, les mêmes schémas vont se reproduire avec les héritiers du système. Le changement nécessite une prise de conscience à la base, et une pratique à tous les niveaux de responsabilités.

Une prise de conscience de notre attachement au Liban, de son irremplaçabilité pour ses habitants, pour ses émigrés, pour la communauté arabe autant que pour la communauté internationale. Il représente un équilibre et nous ne mesurons pas quelles seraient les conséquences s'il venait à être rompu.

Alors il faut se rendre compte que la responsabilité de la société civile, des organisations économiques, des corps constitués, et surtout des institutions capables encore de fonctionner normalement est d'autant plus grande dans ces circonstances. Si l'État, bloqué, n'arrive pas remplir ses fonctions, c'est à eux qu'il revient de gérer l'économique, de veiller aux besoins de la société, de préserver la nature, d'assurer toute fonction qui ne devrait pas manquer dans une «société organisée». Malheureusement ils doivent faire de «l'excès de zèle» pour compenser ce que les responsables ne font pas.

À ce titre, tout manquement ne peut plus être considéré comme étant «dans l'ordre des choses» mais comme un crime à l'égard de la nation. Déjà l'opinion publique stigmatise la corruption, le déni de justice et le clientélisme ; et salue toute initiative qui cherche à soutenir le progrès et les valeurs. C'est le début du changement.

INDEX

Survol des échanges commerciaux entre le Brésil et le Liban

Réforme du travail en France: les dessous de la polémique actuelle

La Chambre de Beyrouth Mt-Liban à l'avant-garde du progrès au service de l'entreprise

Improve the modernization, connectivity and efficiency of Mediterranean ports

EN FRANÇAIS

P02. Actu du mois

P03. La Chambre de Beyrouth et du Mont Liban pionnière dans les services aux entreprises

P05. Bilan et perspectives de la refondation de la finance mondiale, d'après Christian de Boissieu

P06. «Choisissez tout», lance la directrice de l'ENA aux femmes!

P07. Réforme du travail en France: les dessous de la polémique actuelle

P08. Les banques libanaises s'unissent contre la cybercriminalité

P09. Survol des échanges commerciaux entre le Brésil et le Liban

P10. À quand la fin du gaspillage alimentaire au Liban?

P11. Un «Diaspora Hub», dans le contexte de MedGeneration

IN ENGLISH

P12. A Talk with Nicolas Chammas @ the Chamber of Tripoli & the North

P13. ASCAME Review: Effective answers to opportunities and challenges

P14. The Federation in the core of Arab-German economic relations

P14. Women Coops to achieve sustainable economic development

P15. CCIAZ to host the "Integration of the Bekaa Youth in the Labor Market" program

P16. Improve the modernization, connectivity and efficiency of Mediterranean ports

P17. Economic losses in Syria at more than US$ 250 billion

P19. The Impact of the Syrian Crisis on Trade between Lebanon and Syria

P19. Lebanon in Figures

P20. Conferences & Trainings, Exhibitions & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Actu du mois

14e Sommet méditerranéen de la logistique et du transport organisé par l'ASCAME

Le Sommet méditerranéen de la logistique et du transport 2016, (14e Forum méditerranéen de la logistique et du transport et 9e Sommet Méditerranée des Ports) est de retour. Cet événement d'envergure a été organisé par l'ASCAME et le Consortium de la Zone Franche de Barcelone, avec la collaboration de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Navigation de Barcelone, et s'est déroulé les 7 et 8 juin 2016, dans le cadre du 18e Salon international de la logistique et du transport (SIL 2016) à la Fira de Barcelone en Espagne. Durant la cérémonie d'ouverture, le président de l'ASCAME, Mohamed Choucair, a déclaré: « Ce sommet aujourd'hui, et au cours des 14 dernières années, a rassemblé plus de 10 000 participants de la logistique et des transports en leur donnant l'occasion parfaite de coopérer et d'échanger leurs bonnes pratiques. Le choix de la ville de Barcelone n'est pas fortuit, elle est au cœur du réseau routier et maritime qui relie la Méditerranée et le monde. Aujourd'hui, c'est une nouvelle occasion de rappeler que l'ASCAME, la chambre de Barcelone et le consortium de la zone franche continuent de fournir leur soutien à l'ensemble des parties prenantes dans les pays de la Méditerranée, et pas seulement à ceux qui travaillent dans la logistique et les transports ». À ce jour, ce sommet a accueilli un total de 8 250 entreprises et a permis la mise en relation de 12 500 contacts économiques au cours des 13 dernières éditions.

Lancement d'un Conseil d'affaires libano-espagnol

Lors d'une conférence de presse tenue dans les locaux de la CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban le 3 juin dernier, son président Mohamed Choucair a annoncé le lancement d'un Conseil d'affaires libano-espagnol. Cette inauguration a eu lieu en présence d'Assam Ajaka, représentant le ministre de l'Économie et du Commerce Alain Hakim, de l'ambassadrice d'Espagne au Liban, Milagros Hernando, du président du Conseil d'affaires libano-espagnol, Talal Al-Azhar ainsi que de diplomates et de personnalités des secteurs privé et public. «Les relations historiques qui unissent le Liban et l'Espagne sont solides», a affirmé Mohamed Choucair en soulignant que le rôle de cette nouvelle entité sera de mettre en place une feuille de route contenant toutes les mesures et procédures nécessaires pour développer et renforcer les relations économiques bilatérales et en souhaitant qu'elles soient à la hauteur des ambitions des deux bords.

La fusion entre NECB et BIT donne naissance à Saradar Bank

Near East Commercial Bank (NECB) et la Banque de l'Industrie et du Travail (BIT) ont annoncé avoir finalisé leur fusion, donnant naissance à Saradar Bank SAL. La nouvelle entité propose des services de banque de détail, de banque privée et de banque commerciale avec 19 branches à travers le Liban. Mario Saradar assume le poste de président et de directeur général, tandis que Fouad El Khazen a été nommé président d'honneur. Saradar Bank a indiqué que ses actifs s'élevaient actuellement à 1,56 milliards de dollars, avec des fonds propres de 195,3 millions de dollars. Ses principaux actionnaires sont Saradar partners holding avec 30,81% des parts, Sté Al Bustania (19,71%), Wiederkehr group holding (12,62%), Shammas Economic Institute (12,04%), Saifi Invest Holding (11,32), Carlos Ghosn (4,58%), Beatrice Wiederkehr (2,36%), Myrna Boustani (2,03%), Cheikh Jamil el-Khazen et Laura el-Khazen Lahoud (1,96% chacun).

Greenpeace Méditerranée lance sa campagne « Shams Bi Balesh »

Greenpeace Méditerranée a lancé, le 8 juin dernier au cours d'une conférence de presse, sa campagne «Shams bi Balesh» (Le soleil est gratuit) et introduit son rapport «Promouvoir l'énergie solaire au Liban: un premier pas vers un secteur de l'électricité 100% énergie renouvelable». Objectif: sensibiliser les citoyens aux systèmes privés à énergie solaire qui sont une solution propre et durable à la crise du réseau électrique au Liban. La campagne vise à promouvoir une solution alternative aux pannes d'électricités récurrentes dues à l'incapacité du gouvernement de subvenir aux besoins électriques des Libanais. Dès lors, le manque énergétique est pallié par des générateurs fonctionnant au diesel. Cette campagne souligne également la nécessité d'engager une transition vers les énergies renouvelables qui sont un élément clé pour combattre le changement climatique et la dépendance aux énergies fossiles.

Georges Boutros dans les coulisses du rachat de LinkedIn par Microsoft

La banque d'investissement dirigée par le libanais George Boutros, Qatalyst Partners, est l'une des trois banques à avoir travaillé sur le rachat de LinkedIn par le géant de l'informatique Microsoft pour 26,2 milliards de dollars. Qatalyst Partners a agi, aux côtés de Allen&Co, en tant que conseiller financier du réseau social dédié aux professionnels, tandis que Microsoft était soutenue par Morgan Stanley. L'opération, annoncée lundi 13 juin, est la plus grosse acquisition à ce jour du groupe fondé par Bill Gates, et l'un des plus gros rachats jamais vu dans le milieu des nouvelles technologies. George Boutros, fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères Fouad Boutros, a pris la tête de Qatalyst Partners cette année, après une carrière de trente ans aux États Unis, débutée chez Morgan Stanley.

La BM revoit à la baisse ses prévisions de croissance mondiale

De Washington, le 7 juin dernier, la Banque mondiale a ramené ses prévisions de croissance mondiale pour 2016 à 2,4 %, par rapport aux 2,9% annoncés en janvier dernier. Cette décision s'explique par les taux de croissance anémiques enregistrés dans les économies avancées, la faiblesse persistante des prix des produits de base, l'atonie du commerce mondial et la diminution des flux de capitaux. Selon le dernier rapport intitulé «Perspectives pour l'économie mondiale», les marchés émergents et les pays en développement exportateurs de produits de base ont du mal à s'adapter à la faiblesse des cours du pétrole et d'autres produits essentiels, ce qui explique la moitié de cette révision à la baisse. La marge de progression escomptée dans ces économies est d'à peine 0,4% cette année, soit 1,2 point de pourcentage de moins que les chiffres annoncés en janvier dernier. «Ce ralentissement démontre l'importante nécessité pour les pays d'appliquer des politiques qui favorisent la croissance économique et améliorent les conditions de vie des personnes vivant dans une pauvreté extrême», affirme le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim.

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

La Chambre de Beyrouth et du Mont Liban pionnière dans les services aux entreprises

La Confédération danoise de l'Industrie a réuni des 9 au 13 mai derniers les directeurs exécutifs des chambres de commerce arabes. Lors de ce programme d'échange de bonnes pratiques, la Chambre de Beyrouth et du Mont Liban s'est classée en tête de ses consœurs au niveau de l'efficience organisationnelle et de l'innovation dans les services aux entreprises membres.

La Confédération danoise de l'Industrie a convié des directeurs exécutifs de chambres de commerce et d'associations d'entrepreneurs du Golfe et d'autres pays arabes, afin de leur faire partager les avancées de la confédération et de mettre en commun leurs expériences de gestion et les bonnes pratiques dans leurs pays. Plusieurs thèmes d'actualité ont été abordés: les stratégies de développement des institutions dans les pays nordiques ; la collaboration entre le conseil d'administration et la direction générale ; le leadership versus la gestion ; la bonne gestion du changement ; la construction d'une organisation engagée et la motivation des équipes ; l'empowerment ; la gestion des plans de carrière et la formation du personnel.

Invité à présenter l'expérience du Sud, le directeur général de la Chambre, Rabih Sabra, a donné un éclairage très apprécié sur les réalisations de la CCIA BML.

> DEPUIS 2010, UNE VISION MODERNE ET INNOVANTE DU NOUVEAU CONSEIL DE LA CCIA-BML ET DE SON PRÉSIDENT A PERMIS DE METTRE EN PLACE UNE VÉRITABLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT.

Les axes du développement

«Depuis 2010, avec l'entrée en fonction de Mohamed Choucair et du nouveau Conseil d'administration élu pour quatre ans, un vent nouveau souffle sur la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban. Une vision moderne et le soutien du Conseil, nous ont permis de mettre en place une nouvelle stratégie et de lancer un chantier de développement structurel au niveau de l'efficacité en interne, des relations avec l'administration publique et de la communauté des affaires, pour répondre au mieux aux attentes de nos 15 000 membres et du secteur privé dans son ensemble.

Avec l'informatisation des instruments de travail, l'apprentissage et l'utilisation d'outils numériques, nous avons pu assurer une meilleure coordination entre nos différents départements, éviter la paperasse, faire un geste en faveur de l'écologie, gagner du temps et surtout assurer une transparence et une bonne gouvernance.

Nous avons adopté l'approche numérique à travers le renforcement du service informatique. Nous avons ainsi pu créer à partir de la Chambre des solutions et des applications utilisées en interne à travers le programme informatique mis en place pour le staff Intranet. Ainsi tout est mis en ligne, avec une mise à jour continue ; toute la communication interne se fait via Intranet entre les différents départements, et avec la direction, que ce soit pour l'établissement d'un document, la rédaction d'un mémo, d'une notification ou autre. L'intranet est également utilisé par le département d'audit pour contrôler en ligne les opérations. Le résultat s'est fait vite sentir en termes de transparence et d'efficacité.

Au niveau externe, nous avons créé un centre d'appels qui canalise toutes les communications et fournit directement la plupart des informations, une plateforme extranet qui permet aux membres de faire les opérations à partir de leur bureaux et une application mobile que nos membres peuvent télécharger et consulter à tout moment sur leur smartphone pour mettre à jour leur dossier, qu'il s'agisse de changement d'adresse, d'une demande d'information complémentaire ou encore de régler leurs frais annuels. Grâce à un accord de coopération conclu entre la Chambre et les principales banques du pays, ainsi qu'avec la Poste, les formalités sont effectuées sans que nos membres aient à se rendre à la Chambre. Ils reçoivent en outre un sms à chacune de leurs transactions. Les services de la Chambre ont également été décentralisés grâce aux outils que les progrès technologiques nous ont permis d'utiliser. Ce sont toutes ces avancées et bien d'autres encore qu'il m'a été demandé d'exposer à Copenhague».

Rabih Sabra, directeur général de la CCIA BML.

L'organisation interne

«La nouvelle direction a d'abord établi un plan d'action pour restructurer l'organisation interne de la Chambre et moderniser ses services. Ce plan a établi une analyse SWOT minutieuse des forces et des faiblesses de l'organisation, et identifié les priorités en fonction du levier qu'offre chaque mesure et des difficultés qu'elle entraîne.

La plateforme «e-chamber» fut l'une des premières réalisations. Outre la facilité qu'elle a donnée aux membres pour l'exécution de leurs formalités, elle a permis une transparence et une efficacité accrues du travail en interne.

Nous avons créé de nouvelles unités. Un département de Ressources humaines permet désormais aux employés de la Chambre de connaître leur plan de carrière, et un esprit d'équité et de justice règne au sein du personnel. Un service d'Audit, créé en 2011, est dédié aux transactions financières en interne, un outil essentiel pour lutter contre la corruption, le clientélisme et assurer une bonne gouvernance. D'ailleurs ce service composé d'experts a pour objectif de veiller, à partir du siège, à la bonne exécution des opérations et des formalités dans toutes les branches. Le département de Maintenance et de Logistique est quant à lui devenu indépendant et a gagné en efficacité.

> LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION A MIS FIN À LA PAPERASSE ET FACILITÉ LA TRANSPARENCE ET LA GOUVERNANCE, EN PLUS DE SON EFFET SUR LA PROTECTION DE LA NATURE.

Quand on parle de nouvelles règlementations, on parle aussi d'égalité des chances notamment de «gender». Dès lors, nous avons attribué des postes de responsabilité aux femmes les plus compétentes.

Cela ne veut pas dire que tout cela s'est passé sans encombre. Le changement des méthodes de travail peut susciter des craintes, surtout chez les plus anciens. Le rôle de la direction est d'en tenir compte et d'assurer le soutien nécessaire là où il faut. Mais globalement, depuis 2010, je me suis attelé à ce que les nouveaux venus comme les plus anciens puissent bénéficier de formations de qualité et de remises à niveau, et petit à petit le développement a été bien accueilli».

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Atelier de travail à Copenhague.

> « LES PROGRAMMES «CROSS BORDER» DE L'UE ONT PERMIS À LA CHAMBRE DE PARTICIPER ACTIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT. CERTAINS DE CES PROGRAMMES VONT SE PERPÉTUER À SON INITIATIVE ET À SA CHARGE. »

Les services mis à la disposition des entreprises

«Nous avons développé des services dédiés au secteur privé. Parmi eux, je peux citer le programme FARO, en coopération avec la France, qui est un fonds pour soutenir les startups et les PME. Un Centre de médiation a été mis en place pour que les entreprises puissent régler leurs litiges commerciaux loin des tribunaux. Il est venu compléter le Centre libanais d'arbitrage, géré par la Chambre. Le Centre pour le développement de l'entreprise est par ailleurs une source d'informations continue au service de la communauté des affaires.

Ces dernières années, et à la faveur des programmes «Cross Border» de l'Union européenne, nous avons contribué à plusieurs projets, dont certains en tant que moteur. L'avantage de ces programmes est qu'ils rendent service à la communauté des affaires, favorisent l'écologie, l'énergie renouvelable, ou tout autre domaine auquel la chambre est naturellement attachée, tout en assurant le financement par le maître d'ouvrage de la plus large part des coûts et des frais. Ainsi, nous avons développé plusieurs projets: MedGeneration qui incite la diaspora à investir au Liban ; EDILE qui milite pour un développement économique et social inclusif ; SHAAMS pour l'énergie renouvelable ; OPTIMED pour la rationalisation du transport maritime ; et bien d'autres encore, mis en place pour mieux servir les secteurs de production libanais et contribuer à leur essor.

Baptisé «Lebanon Export Directory», un annuaire destiné à lancer nos membres à l'international est aussi en ligne et fait la promotion des entreprises par secteur d'activité.

Notre transparence passe aussi par une communication accrue sur les réseaux sociaux. Sur Facebook, nous avons acquis une pléthore de «likers». Nous sommes aussi présents sur Twitter et tous les réseaux sociaux importants. Nos publications en anglais, français et arabe sont aussi disponibles en ligne sur le site officiel de la Chambre. Nos membres et nos futurs membres peuvent ainsi suivre nos activités et nos réalisations en direct dans divers médias et sur le site web www.ccib.org.lb

La rencontre de Copenhague fut riche en informations et en observations sur les organisations du secteur privé. On a autant d'intérêt et de plaisir à acquérir un savoir qu'à le procurer. Car dans ce grand village qu'est devenu le monde, le progrès de chacun profite à tous, et rien ne favorise plus le progrès que la communication du savoir. La Confédération danoise de l'Industrie a un grand mérite dans l'organisation de ce séminaire, nous lui exprimons toute notre estime ainsi que nos remerciements.»

Le siège de la confédération des industries danoises.

Les participants au séminaire.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Bilan et perspectives de la refondation de la finance mondiale, d'après Christian de Boissieu

Marilyne Jallad

Dans le cadre des rendez-vous de l'Institut pour la Finance et la Gouvernance (IFG) de l'École supérieure des Affaires, l'éminent économiste Christian de Boissieu, docteur d'État et agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, revient sur les conséquences de la crise financière qui a secoué le monde en 2008.

C'est au moment où l'ESA fête 20 ans de coopération franco-libanaise réussie que Christian de Boissieu, diplômé de l'IEP de Paris et spécialiste des questions monétaires et bancaires a été son hôte, le 2 juin dernier. «Des rendez-vous que nous promettons réguliers sur les questions financières de régulation et/ou de gouvernance», assure le coordinateur de l'Institut pour la finance et la gouvernance, Hadi El Assaad, qui a salué la Banque du Liban, soutien de poids de l'IFG.

Cette conférence s'est d'ailleurs tenue en présence du vice-gouverneur de la BDL, Saad Andary, du directeur de l'ESA, Stéphane Attali, des économistes Marwan Iskandar et Eli Assaf et d'un parterre de dirigeants de banques libanaises.

L'économiste s'est dit ravi d'être enfin à Beyrouth et à l'ESA en particulier, cette «institution de référence», et ce après quinze ans de report d'invitations en raison de circonstances qui n'étaient jamais favorables à sa venue.

Il a ensuite rappelé que depuis 2011, il ne conseille plus le gouvernement français (2003 à 2012) de gauche. Après avoir «rendu son mandat», il est notamment aujourd'hui membre du collège de l'Autorité des marchés financiers en France.

«Un programme de refondation peut-être trop ambitieux»

«Le programme de refondation financier mondial amorcé fin 2008 après la faillite de Lehmann Brother est sans doute trop ambitieux et a ouvert le débat sur plusieurs questions aux niveaux européen et mondial», lance-t-il. «Nous sommes tous dans le même bateau, confrontés aux mêmes idées, que nous soyons en Europe, en Afrique, au Liban ou dans d'autres pays francophones ou anglophones», poursuit Christian de Boissieu avant d'exposer les deux principales ambitions de cette refondation. Premièrement, relancer le G20, créé en 1999 suite aux deux crises majeures qui ont secoué l'Asie en 1997 et la Russie en 1998, avec une concertation mondiale accrue. «Le G20 regroupait jusqu'alors les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales alors que, depuis 2008, son format a été légèrement modifié, impliquant les chefs d'Etats et de gouvernement et le Financial Stability Board (FSB) qui réunit 27 pays», explique l'économiste. Cependant, il affirme la nécessité d'inclure un plus grand nombre de pays, notamment les plus émergents et en développement, pour un meilleur équilibre au niveau de la concertation mondiale. La deuxième ambition de la refondation est la réglementation bancaire imposée par Bâle III et le FSB qui a permis de resserrer les boulons sur les banques afin qu'elles puissent mieux gérer tous les types de risques. «Les progrès apportés par Bâle III imposent notamment aux banques de respecter deux ratios de liquidités, un à court terme et un autre à long terme, pour limiter les risques de ruées au guichet et éviter l'insolvabilité comme cela avait été le cas avec Lehmann Brother». Il justifie cela comme une nécessité en 2008 rappelant que Bâle I et Bâle II, qui ont vécu 20 ans (de 1988 à 2008), n'incluaient pas les ratios de liquidités des banques, ce qui fait que chaque pays faisait comme bon lui semblait.

Boucher les trous noirs de la finance mondiale

L'autre enjeu ambitieux est de boucher certains des principaux trous noirs de la Finance mondiale: le Shadow Banking et les marchés dérivés (Over The Counter/OTC). «Il est nécessaire de réguler le Shadow Banking qui concerne toutes nos économies. Ce sont des opérateurs qui viennent concurrencer les banques, qui ne sont pas des banques et qui font partie de la finance informelle qui existe dans tous les pays surtout dans les plus émergents», explique-t-il. Au niveau des chiffres, «le Financial Stability Board l'estime à 120% du PIB mondial annuel».

Pourquoi réguler le Shadow Banking? Car il accumule des risques qui pourraient se révéler systémiques, prévient Christian de Boissieu. «On a le sentiment que la prochaine crise financière pourrait venir du Shadow Banking, un problème qui touche surtout la Chine(...) c'est le Shadow Banking qui a permis de financer une partie de la bulle immobilière chinoise et une partie des dettes de ses citoyens».

Et de poursuivre : «Cette régulation devrait permettre d'obtenir une «concurrence loyale» car il est compliqué de vivre dans un contexte où les banques sont régulées par Bâle III alors que d'autres sont très peu régulées, voire pas du tout», déplore-t-il. À ce titre, il raconte qu'en Europe, une directive AIFM a été prise pour réguler les fonds d'investissements alternatifs, c'est à dire les Hedges Funds, les fonds de Private Equity, les fonds immobiliers et monétaires. «Je ne prétends pas que le texte européen soit un modèle mais il existe», soutient l'économiste.

> « LA FINANCE DOIT FINANCER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI. »

Christian de Boissieu

«Le second trou noir est celui des marchés dérivés (OTC) qui ne sont pas intégrés dans les chiffres du Shadow Banking. Ces marchés dérivés inquiètent car ils sont bilatéraux et comportent des risques de contreparties relativement importants». Malgré cela, ils ont un succès mondial, c'est ce que l'on appelle du sur-mesure dans la finance. À ce sujet, que préconise le G20 depuis le Sommet de Londres d'avril 2009? «Que des mesures soient prises pour inciter certaines opérations du marchés OTC à aller vers des Chambres de compensation», répond Christian de Boissieu. Et ce contrairement au texte européen EMIR assez contraignant qui fait office de règlement et non de directive. «L'European Market Infrastructure Regulation (EMIR) pose deux principes importants aux marchés dérivés: une obligation de déclaration des opérations auprès du Trade repositories (TRs) et une obligation de compensation auprès de l'Autorité européenne de régulation des marchés, l'Esma (European Securities and Markets Authority) qui veille à la bonne application de l'EMIR». «Cela a permis une meilleure surveillance des risques systémiques sur les chambres de compensation mais ce qui me dérange, c'est que ce risque de crédit a juste été transféré», lance-t-il.

Comme autre ambition, figure la lutte contre les paradis fiscaux. «Depuis 2009, l'OCDE joue un rôle important dans ce sens et a fait des efforts pour que les territoires non coopératifs coopèrent», souligne-t-il, saluant au passage le secteur bancaire libanais qui a eu «l'intelligence» de signer des accords de coopération bilatéraux en ce sens.

Limites de la refondation et recommandations

Cependant, «certaines réglementations vont trop loin car lorsque l'on réfléchit au contenu de Bâle III, nous constatons que nous avons accumulé des ratios de solvabilité, de liquidités et des coefficients de leviers qui arrivent à des niveaux d'exigence peut-être trop excessifs pour les banques».

Soulignant l'importance d'avoir des banques plus stables et plus solides, il a cependant insisté sur la nécessité, en parallèle, de ne pas «tuer l'économie réelle». «En tant qu'économiste, je dirais que la finance doit financer la croissance et l'emploi», martèle Christian de Boissieu prévenant du danger qui serait que «la finance tourne sur elle-même et devienne un jeu».

Bien qu'il se dise favorable à l'innovation, il appele à se méfier des excès des innovations financières sans en mesurer les risques et la complexité.

L'économiste dresse ensuite quelques recommandations: tirer les leçons de la crise ensemble et se préoccuper de croissance et d'emploi. Soulignant sur ce point, que les Européens n'ont pas encore trouvé le bon équilibre.

«La crise financière ne vient ni de Paris, ni d'Europe ni de Beyrouth mais d'Amérique et pourtant, lors de la mise en application de Bâle III, les États-Unis ont prévenu qu'ils prendraient ce qui leur plaît parmi les nouvelles règlementations imposées», regrette Christian de Boissieu. Cela a encore plus fragilisé la zone euro. «Avec les lois européennes, nous avons depuis 2013 durcit encore plus Bâle III en anticipant sur le calendrier qui devrait entrer en vigueur au plan mondial à partir de 2019». «Avec le Japon, la France est en difficulté au niveau croissance et pourtant nous sommes les meilleurs élèves de la classe, est-ce bien cohérent» ? s'interroge l'économiste. Et de conclure: «La Commission européenne vient enfin de publier un mémorandum affirmant qu'à Bruxelles, ils souhaitent revoir le calibrage des règles pour savoir s'ils ont été trop loin au niveau des régulations au détriment de l'économie réelle».

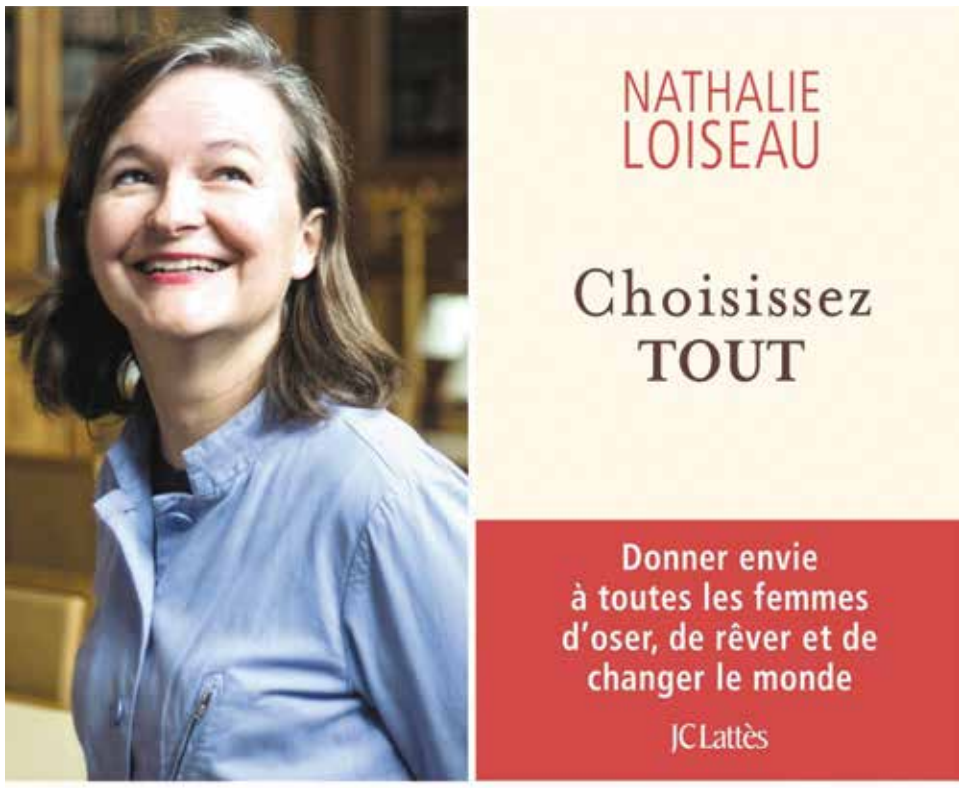
THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

«Choisissez tout», lance la directrice de l'ENA aux femmes!

«Le succès c'est d'aller d'échec en échec sans rien perdre de son enthousiasme». Winston Churchill

Nathalie Loiseau, auteur de «Choisissez tout» et directrice de l'École nationale d'administration (ENA) a donné une conférence intitulée «La place des femmes dans le monde professionnel». L'événement a été suivi d'une séance de dédicaces à l'Institut français du Liban.



Nathalie Loiseau, directrice de l'ENA.

C'est une femme pétillante d'intelligence et de naturel, humble et riche en anecdotes que nous avons eu l'occasion de rencontrer lors de la conférence organisée à l'Institut français du Liban le 26 mai dernier en présence de l'ambassadeur de France à Beyrouth, Emmanuel Bonne, de la directrice de l'Institut des Finances Basil Fuleihan, Lamia Mobayed, de la Conseillère consulaire des Français établis hors de France, Denise Revers-Haddad, de la Doyenne de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de l'Université Saint-Joseph, Christine Babikian-Assaf et d'un parterre de personnalités des secteurs publicet privé.

À cette occasion, l'Institut français grouillait d'une majorité de femmes et de quelques curieux tous venus à la rencontre d'une femme qui a pu et su tout choisir, comme elle l'explique si bien dans son livre «Choisissez tout», publié en 2014 aux éditions J.C Lattès. Un opus dédié aux femmes, de tous pays et de toutes origines, pour les inciter à réaliser leur rêve de réussite professionnelle tout autant que leur vie de femme, d'épouse et de mère qui jongle entre le bureau et les couche-culotte.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, Nathalie Loiseau fait une confidence à l'auditoire: «Quand on est une petite fille, on ne se projette pas comme diplomate, c'est un métier d'homme. Si j'ai eu l'audace de me présenter à ce concours c'est grâce à un homme, mon oncle, ancien ambassadeur de France au Liban qui me parlait beaucoup de ce pays. C'est donc très émouvant pour moi d'être ici aujourd'hui». Elle ajoute que «cette fois c'est grâce à une femme que je suis là», en citant son amie Lamia Moubayed.

Les femmes doivent éviter le piège du perfectionnisme et décupabiliser

Entrée à Sciences Po à 16 ans, cette personnalité au parcours hors norme a ensuite occupé les plus hautes fonctions de la diplomatie à une époque où le milieu était très peu ouvert aux femmes. Et ce tout en donnant naissance à quatre enfants. «Il faut cesser de questionner la capacité des femmes actives à être «des bonnes mères». C'est troublant de voir qu'aujourd'hui bien s'occuper d'un enfant veut dire s'en occuper tout le temps», explique-t-elle. «Un enfant se construit aussi dans le calme, dans le temps passé à rêvasser, à dessiner, sans les adultes, assure-t-elle. Il faut protéger le monde de l'enfance: les enfants ne sont pas des adultes en réduction. Et les parents, ne sont pas des éducateurs permanents, qui ont en permanence mauvaise conscience». «Il ne faut pas tomber dans le piège de la perfection», conseille-t-elle. Et déculpabiliser.

> « SI J'AI EU L'AUDACE DE ME PRESENTER À CE CONCOURS C'EST GRACE À UN HOMME, MON ONCLE, ANCIEN AMBASSADEUR DE FRANCE AU LIBAN, QUI ME PARLAIT BEAUCOUP DE CE PAYS. »

Elle raconte qu'enfant, ce sont toujours les filles qui sont premières de classe, perfectionnisme oblige, en expliquant que les parents et les éducateurs mettent le plus souvent leurs ambitions de réussite au service du garcon. «Lorsque vous vous rendez chez des amis, vous dites le plus souvent à la petite fille qu'elle a une jolie robe et au petit garcon vous le questionner sur sa performance au foot, n'est-ce pas?» lance-t-elle. Tout cela pour nous dire que dès l'enfance, la fille qui deviendra femme par la suite s'auto-censure en laissant le plus souvent l'ambition comme terrain reservé à son frère.

Avec la publication de ce livre au titre évocateur où elle exhorte les femmes à oser rêver et entreprendre, elle balaie tous les tabous: «Il faut aller vers tout ce qu'on aime. Il n'y a pas de norme de vie, on n'est pas obligée d'être ambitieuse, ni obligée de fonder une famille mais on ne doit pas renoncer avant d'avoir essayé», ajoute-t-elle.

60% des titulaires de master sont des femmes, seulement 15% occupent des postes à haute responsabilité

«On trouve normal que les hommes aient un métier, une famille, des hobbies et des passions. Les femmes doivent aussi s'autoriser tout cela à la fois», encourage-t-elle. «60% des titulaires de master sont des femmes, et seulement un quart des postes à haute responsabilité sont occupés par elles». En cause? La mauvaise répartition des rôles hommes-femmes dans la famille et les passages obligés pour une mère, ralentisseurs de carrière. À la tête de l'ENA depuis 2012, elle assure avoir rehaussé le nombre d'étudiantes admises dans la prestigieuse école.

Par ailleurs, elle a salué «les entreprises qui ont compris avant les politiques que 80% des décisions de consommation sont prises par les femmes». Elle donne alors l'exemple d'une marque d'automobile espagnole qui a fait passer il y a quelques années un test aux femmes sur la voiture de leurs rêves! «L'équipe espagnole de la marque l'a conçue et aujourd'hui ce modèle est le plus vendu au monde».

Les femmes doivent apprendre des hommes à «faire au mieux»

«Dès l'enfance, les hommes ont été conditionnés à ne pas avoir peur et surtout à ne pas le dire, et c'est un bon moteur», explique-t-elle. Nathalie Loiseau appelle les femmes à en faire de même. «Les hommes ont une qualité que les femmes n'ont pas: ils font au mieux... du mieux qu'ils peuvent et advienne que pourra».

Elle s'arrête ensuite sur la question «strictement féminine» qu'on lui pose régulièrement: «Comment je concilie ma vie active et mes quatre enfants? Une question que l'on n'a jamais posée à mon prédécesseur homme», déplore-t-elle. «Je fais tout mal mais avec enthousiasme», répond-t-elle devant un public impressionné par sa personnalité.

Elle a aussi appelé la gente féminine à travailler avec «plaisir», un mot que peu de gens usent dans leur quotidien et elle les a incité à oser parler d'argent et à demander les promotions qu'elles méritent tout autant que leurs homologues masculins. «La génération qui m'a précédée était celle «des guerrières», la mienne est celle qui tend la main, celle du mentorat et du tutorat».

Et pour que ça aille mieux pour les femmes d'ici et d'ailleurs, elle a cité la très belle définition de Winston Churchill dont les femmes devraient s'inspirer : «Le succès, c'est d'aller d'échec en échec sans rien perdre de son enthousiasme».

Elle a enfin assuré que son but n'est pas que les femmes prennent la place des hommes mais de vivre dans un monde équilibré ou chacun des deux trouve sa place, un monde de partenariat et non de compétition.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Réforme du travail en France: les dessous de la polémique actuelle

Bachir El Khoury

Embaucher mieux et plus, c'est l'objectif affiché de la loi El Khomri défendue bec et ongle par la ministre du Travail et le gouvernement de Manuel Valls. Après trois mois de mobilisation populaire, le bras de fer entre le gouvernement et les syndicats touche à son épilogue.

Le projet de loi sur la réforme du Travail fait la une de l'actualité française depuis plusieurs mois, sur fond de manifestations contestataires dans la rue et de débats enflammés. Porté par la ministre Myriam El Khomri et dévoilé le 17 février dernier, l'avant-projet de loi, texte d'inspiration sociale-libérale, a pour objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises et de favoriser l'emploi dans un contexte de chômage de masse. Il s'agissait de l'une des dernières réformes du quinquennat de François Hollande. Sauf que celui-ci est loin d'être passé comme une lettre à la poste, suscitant une forte opposition parmi les syndicats et les organisations jeunesse, mais aussi au sein de la majorité.

Face à cette fronde, le Premier ministre Manuel Valls a décidé de reculer la date de présentation du texte en Conseil des ministres en mars dernier, s'accordant un délai pour consulter les partenaires sociaux et les parlementaires PS et «retravailler» le texte. Une nouvelle version corrigée a été ainsi dévoilée le 14 mars. Après des jours de tension, la réécriture de nombreux pans du texte a ramené le calme chez les syndicats réformistes, mais qu'en partie, au sein de la majorité parlementaire.

Toujours contesté dans la rue par les lycéens et étudiants et par les syndicats contestataires (CGT, FO, FSU et Solidaires), le projet de loi a entamé début avril son marathon parlementaire. L'objectif étant une adoption définitive en juillet. Près de 5 000 amendements ont été déposés par des députés pour modifier le contenu de la loi. Certains points ont été à nouveau corrigés lors de l'examen du texte en Commission des affaires sociales à l'Assemblée, mais le débat en séance a, lui, tourné court. Face à l'opposition populaire et aux hésitations de l'Hémicycle, le gouvernement a décidé d'opter pour un passage en force. Un conseil des ministres extraordinaire s'est ainsi réuni le 10 mai pour trancher la question, en ayant recours, comme pour la loi Macron, au «49-3» - un article constitutionnel souvent considéré comme une mesure d'exception qui autorise au conseil des ministres de décider seul de l'adoption d'une loi sans passer par le Parlement. Dans la version révisée, 469 amendements ont été retenus sur les 5 000 déposés par les députés.

Que dit l'article 2 ?

L'objet principal de la contestation est l'article 2 du projet de loi relatif à la durée et l'organisation du travail - nombre maximum d'heures quotidiennes et hebdomadaires, temps de repos, congés payés - parce qu'il inverse la «hiérarchie des normes» en donnant la prééminence aux accords d'entreprise sur les accords de branche et nationaux. L'objectif affiché : adapter ces règles au plus près des réalités économiques du terrain.

La direction d'une entreprise pourrait ainsi être tentée, par exemple, de menacer de supprimer des postes, en prenant pour prétexte une dégradation de la situation économique, afin de contraindre les syndicats à signer un accord moins favorable aux salariés que l'accord de branche, dénoncent les détracteurs du projet.

> « TEXTE D'INSPIRATION SOCIALE-LIBÉRALE, A POUR OBJECTIF D'AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES ET DE FAVORISER L'EMPLOI DANS UN CONTEXTE DE CHÔMAGE DE MASSE. »

Pour ses défenseurs, l'article 2, tout en flexibilisant les conditions de licenciement économique, incite de manière indirecte à l'embauche, tandis que, rappellent-ils, l'adoption d'un décret est prévue, parallèlement à l'adoption de la loi Travail, pour appliquer le référentiel indicatif des indemnités prononcées par les prud'hommes lorsque le juge estime que le licenciement ne repose pas sur un motif valable. Le gouvernement indique enfin à cet égard, que seules 5% des inscriptions à Pôle emploi font suite à un licenciement économique.

Quant au nombre d'heures de travail, les défenseurs du projet rappellent que le passage de 44 heures à 46 heures de travail (sur 12 semaines), imputé par l'opposition à la loi présentée par la ministre du Travail, est déjà possible par accord de branche et que la durée minimale de travail pour des salariés à temps partiel restera de 24 heures hebdomadaires, contrairement à ce que les syndicats et autres organisations opposés au projet laissent entendre.

Le droit à la déconnexion constitue, enfin, une avancée considérable à l'heure de la révolution numérique, estiment ces derniers. C'est la première fois qu'un projet de loi institue ce droit. «Le travail connecté ne doit pas être la cause de nouvelles aliénations ou de souffrance au travail. Il doit au contraire être encadré pour offrir aux salariés les meilleures conditions de travail possibles et leur permettre de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle», souligne le texte de loi.

Quoiqu'il en soit, et loin d'aboutir à un compromis, le clou a été enfoncé le mois dernier par le Sénat, à majorité de droite, qui a fini par adopter le très controversé article 2 en le durcissant, revenant en particulier sur la semaine de 35 heures. Le Sénat a par ailleurs prévu pour les travailleurs handicapés la possibilité de mettre en place une contrepartie sous la forme de repos. Il a aussi amélioré le droit à congés payés pour les victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle entraînant un handicap.

Les sénateurs vont poursuivre l'examen du texte jusqu'au 24 juin, avant un vote solennel le 28 juin. Le projet de loi fera ensuite l'objet d'une commission mixte paritaire Assemblée/Sénat chargée de trouver un accord.

En parallèle, les tractations et les réunions se multiplient pour tenter d'arracher une solution de nature à satisfaire toutes les parties ; le 17 juin, la ministre du Travail a reçu le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), Philippe Martinez, dans une tentative d'aboutir à un compromis. Mais le désaccord semble encore total ; les principaux points de divergence sont la question du respect de la hiérarchie des normes, des licenciements économiques, de la médecine du travail et du référendum.

En cas d'échec des pourparlers entre l'exécutif et les syndicats, ou encore des tentatives de la commission mixte issue de l'Assemblée et du Sénat de trouver un accord, c'est l'Assemblée nationale qui aura, in fine, le dernier mot. Manuel Valls y utilisera très probablement à nouveau le 49-3.

Bienvenue à *ECONEWS*

Abonnez-vous et recevez votre copie gracieusement

Envoyer un Email à:
Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p.
- ECONEWS version imprimée
- ECONEWS version électronique

Prénom
Nom
Adresse postale
Adresse électronique
Institution
Téléphone

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Les banques libanaises s'unissent contre la cybercriminalité

Marilyne Jallad

Les pirates du net ont plus d'un tour dans leur clic! C'est pourquoi, conscients du danger, la Banque du Liban et les Forces de sécurité intérieure chapeautent la conception d'un «Guide de prévention» contre la cybercriminalité qui sera mis à la disposition des banques et de leurs clients dès l'été 2016. Objectif: mieux s'armer contre les différents visages que prennent les crimes commis sur Internet.

La cybercriminalité était en effet la vedette d'un atelier sur le phishing (hameçonnage) organisé à l'Institut pour la finance et la gouvernance sur le campus de l'École supérieure des affaires (ESA), le 12 avril dernier en présence d'un parterre de banquiers et du coordinateur de l'Institut pour la finance et la gouvernance (IFG), Hadi El Assaad.

Les différents visages de cette escroquerie

Le phishing (hameçonnage) est une technique par laquelle des personnes malveillantes se font passer pour de grandes sociétés ou des organismes financiers qui vous sont familiers en envoyant des mails frauduleux et récupèrent des mots de passe de comptes bancaires ou numéros de cartes de crédit pour détourner des fonds.

Quel est le principe du phishing? Il s'agit de récupérer des données personnelles sur Internet. Le moyen utilisé est l'usurpation d'identité, adaptée au support numérique. L'escroquerie repose le plus fréquemment sur la contrefaçon d'un site Internet (celui d'une banque ou d'un marchand en ligne). L'adresse URL du lien comprise dans le mail est également masquée afin de paraître authentique.

Des mails à connotation alarmiste ou d'autres alléguant d'un prétendu remboursement en faveur de l'internaute sont ensuite massivement adressés. Ils semblent provenir d'une source de confiance (banque, ministère, FSI, etc.) et invitent à se rendre sur une page de formulaire afin de fournir des données personnelles et souvent à caractère financier.

Ces informations sont ensuite récupérées par les phishers. Pendant toute la procédure, la victime croit avoir à faire à un site officiel d'un opérateur qu'elle connaît. Les liens figurant sur la page internet du formulaire sont souvent inactifs.

Cybercrime au Liban

En effet, la cybercriminalité est clairement la nouvelle menace du XXIe siècle. Elle force les polices à repenser leurs moyens d'action, à se mettre au niveau techniquement et à développer des outils transnationaux, car l'échelle devient mondiale. Le cybercrime est d'autant plus difficile à appréhender qu'il prend des formes diverses et n'a, par définition, pas de frontières.

Il touche aussi bien entendu les établissements financiers qui sont très exposés à ce type de comportement qui vise généralement les données bancaires. «La généralisation de l'usage du courriel dans les procédures bancaires a contribué à augmenter le nombre total d'infractions liées à la cybercriminalité», explique le secrétaire général de la Commission spéciale d'investigation (CSI) de la Banque du Liban (BDL), Abdel-Hafiz Mansour.

Créée par la loi 318 du 20 avril 2001 – modifiée en novembre 2015 – pour enquêter sur les opérations suspectes pouvant être liées au blanchiment d'argent, la CSI s'est lancée il y a six mois dans la conception d'un «guide de prévention» en partenariat avec les Forces de sécurité intérieure (FSI).

«Les trois quarts des mesures énumérées dans ce guide ont été inspirées par les 110 affaires de hameçonnage sur lesquelles nous avons enquêté entre juin 2014 et fin 2015 pour ce seul type d'infraction avec des pertes estimées à 16 millions de dollars sur cette période», précise à son tour le commandant Suzanne el-Hajj Hobeiche qui dirige le Bureau de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la cybercriminalité des FSI.

Durant un atelier de sensibilisation.

Rappelons qu'«au cours des deux dernières décennies, la Banque centrale a développé l'environnement législatif propice au développement du numérique, avec plusieurs circulaires encadrant le secteur, notamment pour le ebanking, le paiement mobile, l'interdiction de l'utilisation du bitcoin», c'est du moins ce qu'avait expliqué le Gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé au cours du premier forum contre la cybercriminalité au Liban qui s'était tenu en 2015 à l'initiative des mêmes acteurs.

Mieux vaut prévenir que guérir

Cet atelier était l'occasion de répondre aux questions que soulève ce fléau mondial mais aussi de soumettre aux dirigeants des banques libanaises et aux fonctionnaires, l'ébauche de ce «Guide de prévention» mis en place par la BDL et les Forces de sécurité intérieure pour qu'ils y apportent leurs commentaires. Ce guide devrait être finalisé très prochainement et sera distribué auprès de toutes les banques opérant au Liban et de leurs clients.

Les participants se sont aussi penchés sur les deux principaux axes de prévention présentés dans ce guide.

L'un concerne le piratage des échanges de mails entre un conseiller bancaire et ses clients en cas d'usurpation d'identité de l'un ou de l'autre par un escroc informatique. À ce sujet, Abdel-Hafiz Mansour donne un exemple: «Ce dernier peut se faire passer pour un client et demander à sa banque d'effectuer un virement sur un compte à l'étranger», explique-t-il. Dans ce cas de figure, «le Guide de prévention» préconisera comme conseil aux clients de réserver une adresse de messagerie spécifique pour les échanges avec sa banque et de la sécuriser avec un mot de passe unique.

Le second scénario est le cas de figure durant lequel un «pirate de talent» s'infiltre dans les rapports qu'entretiennent deux sociétés – ou au sein d'une même entreprise – pour recevoir un paiement à la place de la personne dont l'identité a été usurpée.

À ce titre, Suzanne el-Hajj Hobeiche raconte: «Les FSI ont été confrontées au cas d'une directrice d'entreprise qui avait effectué des versements à une société fantôme pendant près de dix ans». Pour éviter ce type d'imprévus de mauvais goût, le guide conseille de multiplier les procédures d'identification pour les correspondances portant sur des opérations financières.

«Cependant les bons conseils du guide ne suffiront pas car malheureusement il sera trop tard, la victime aura été usurpée de ses fonds financiers en un clic et l'argent volé deviendra quasiment impossible à tracer une fois sorti du territoire»,prévient pour sa part Abdel-Hafiz Mansour.

Dès lors, tenter de récupérer des fonds détournés lorsque c'est encore possible deviendra un exercice difficile, onéreux et qui prendra des années parfois pour aboutir, ont déploré les participants qui en ont goûté l'amère expérience.

Ouvrant enfin le débat sur les avantages et les dangers de la banque en ligne, les participants et les banquiers ont à l'unanimité appelé le Liban à se doter d'une loi solide qui punirait la cybercriminalité car tôt ou tard le système bancaire libanais suivra la tendance mondiale de la banque en ligne et les dangers seront donc plus grands. Pour l'instant et en l'absence de texte, les tribunaux sont obligés de raisonner au cas par cas pour déterminer les responsabilités de la banque et de ses clients.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Survol des échanges commerciaux entre le Brésil et le Liban

Même si les échanges commerciaux entre Rio et Beyrouth restent relativement déséquilibrés au détriment du Liban, les chiffres du Centre économique de recherche (CER) de la CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban révèlent toutefois le renforcement de la dynamique des relations entre les deux économies.

Les exportations libanaises vers le Brésil sont estimées à environ 23,3 millions de dollars en 2015 par rapport aux 15,4 millions de dollars en 2014, soit un bond remarquable enregistré de 51%.

Quant à la valeur des importations libanaises en provenance du Brésil en 2015, elles sont estimées à environ 289,4 millions de dollars contre 387,7 millions de dollars en 2014, soit en baisse de 25% sur une année.

La balance commerciale entre le Liban et le Brésil est dans une situation déficitaire constante pour le Liban en faveur du Brésil et ce depuis 1993 jusqu'en 2015. Un déficit qui a été enregistré à un chiffre minimum de 47,6 millions de dollars en 2002 et qui a atteint un maximum de 372,3 millions de dollars en 2014.

Des chiffres records dans les échanges en faveur du Liban en 2008 et 2014

Malgré ce déficit constaté dans les échanges, le Liban a tout de même connu de belles années avec des taux records. Prenons l'année 2008, durant laquelle les exportations libanaises vers le Brésil ont ainsi atteint une valeur record de 61,8 millions de dollars. Tout comme en 2014 lorsque la valeur des importations libanaises en provenance du Brésil a également atteint 387,7 millions de dollars.

Par ailleurs, on observe un point gris caractérisé par le manque de diversité des exportations libanaises vers le Brésil avec une valeur des exportations d'engrais qui représentait environ 91% du total exporté de marchandises en 2015.

Il en est de même pour les importations libanaises en provenance du Brésil qui ont une diversité limitée notant que la valeur douanière de quatre catégories de marchandises a représenté environ 86% des marchandises importées au total.

Quant à la proportion des importations en produits animaliers, de produits agricoles ou issus de l'industrie alimentaire importés du Brésil, ils représentaient environ 93% du total des importations libanaises du Brésil en 2015. Et la part des exportations du Liban vers le Brésil a atteint un ratio de 4% du total des exportations libanaises vers le Brésil.

Mettons les chiffres de côté et penchons-nous sur les bonnes relations historiques bilatérales entre le Liban et le Brésil, qui se sont traduites ces dernières années par la signature d'accords de coopération dont la Convention sur la promotion et la protection des investissements, signée en 1998, ainsi que la Convention sur la coopération technique contractée en 2010. La troisième Convention traitant de la double imposition n'a quant à elle pas encore été signée.

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE LIBAN ET LE BRÉSIL (en millions de dollars)

	EXPORTATIONS	%	IMPORTATIONS	%	BALANCE COMMERCIALE	TOTAL EXPORTATIONS	TOTAL IMPORTATIONS
1993	0.7	0.2%	63.4	1.3%	-62.7	452	4,821
1994	1.8	0.3%	84.1	1.4%	-82.3	572	5,990
1995	2.7	0.3%	96.4	1.3%	-93.7	825	7,287
1996	3.8	0.4%	76.6	1.0%	-72.8	1,017	7,554
1997	4.3	0.7%	75.7	1.0%	-71.4	642	7,455
1998	1.2	0.2%	71.7	1.0%	-70.5	716	7,060
1999	0.6	0.1%	59.8	1.0%	-59.2	677	6,207
2000	0.8	0.1%	56.5	0.9%	-55.7	714	6,228
2001	2.2	0.2%	58.4	0.8%	-56.2	889	7,291
2002	6.7	0.6%	54.3	0.8%	-47.6	1,045	6,445
2003	7.5	0.5%	62.7	0.9%	-55.2	1,524	7,168
2004	9.6	0.5%	95.9	1.0%	-86.3	1,747	9,397
2005	4.5	0.2%	101.7	1.1%	-97.2	1,880	9,340
2006	6.3	0.3%	227.1	2.4%	-220.7	2,283	9,398
2007	13.7	0.5%	287.6	2.4%	-273.9	2,816	11,815
2008	61.8	1.8%	318.5	2.0%	-256.7	3,478	16,137
2009	1.4	0.0%	362.1	2.2%	-360.7	3,484	16,242
2010	2.1	0.0%	267.1	1.5%	-265.0	4,253	17,964
2011	2.6	0.1%	304.6	1.5%	-302.1	4,265	20,158
2012	11.2	0.2%	302.0	1.4%	-290.8	4,483	21,280
2013	26.7	0.7%	367.0	1.7%	-340.4	3,936	21,228
2014	15.4	0.5%	387.7	1.9%	-372.3	3,313	20,494
2015	23.3	0.8%	289.4	1.6%	-266.0	2,952	18,069
2016*	1.4	0.2%	70.3	1.1%	-69.0	871	6,232

* 4 premiers mois

EN MILLIERS DE DOLLARS

HS Code	PRINCIPALES EXPORTATIONS LIBANAISES VERS LE BRÉSIL	2015	2014	2013	2012	2011
31	Engrais.	21,265	9,639	21,716	9,024	0
78	Plomb et articles.	591	2,314	2,389	0	0
20	Préparations de légumes, de fruits et noisettes.	448	683	798	846	909
21	Preparations alimentaires diverses.	217	285	117	162	67
84	Réacteurs nucléaires, chaudières et machines.	163	574	377	4	197
22	Boissons, spiritueux et vinaigre.	155	313	68	91	191
19	Préparations de céréales, farine, amidon ou lait.	63	109	83	47	52
76	Aluminium et articles.	61	718	157	0	0
62	Vêtements & accessoires, non tricotés ou crochetés.	55	2	0	8	20
9	Café, thé, maté et épices.	50	100	96	78	86
	Autres.	280	643	860	952	1,031
	Total	23,348	15,380	26,661	11,212	2,553

HS Code	PRINCIPALES IMPORTATIONS LIBANAISES DU BRÉSIL	2015	2014	2013	2012	2011
2	Viandes et abats comestibles.	92,371	115,969	103,918	99,749	104,565
9	Café, thé, maté et épices,	59,266	56,104	65,565	67,417	62,222
1	Les animaux vivants.	53,328	128,513	122,408	69,796	86,241
17	Sucre et sucreries.	45,250	34,944	24,878	16,231	8,052
21	Préparations alimentaires diverses.	7,607	6,841	6,819	7,162	7,026
24	Tabac et substitut de tabac manufacturé.	4,052	5,015	4,699	4,378	0
39	Matières plastiques et articles.	2,610	1,037	1,518	1,725	1,171
20	Préparations de légumes, de fruits et noisettes.	2,398	2,357	2,600	2,251	3,443
47	Pâtes de bois; papier ou carton récupéré.	2,214	3,898	2,135	619	0
16	Préparations de viandes, de poissons ou de crustacés.	2,160	3,956	3,850	3,544	3,066
	Autres.	18,123	29,033	28,645	29,169	28,818
	Total	289,379	387,667	367,035	302,041	304,604

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

À quand la fin du gaspillage alimentaire au Liban?

Après l'Assemblée nationale, c'était au tour du Sénat français d'adopter à l'unanimité, le 3 février dernier, une loi contre le gaspillage alimentaire dans la grande distribution. Retour sur cette initiative qui devrait être mondiale.

L'Assemblée nationale avait fait un premier pas le 21 mai 2015, ce qui avait permis à la France de rattraper son retard avec ses voisins européens, notamment avec la Belgique. Depuis cette date, les moyennes et grandes surfaces de plus de 400 mètres carrés ne peuvent plus rendre les invendus alimentaires impropres à la consommation.

Stop à la javellisation des bennes!

Jusqu'alors, bon nombre de grandes surfaces allaient jusqu'à javelliser leurs bennes pour éviter que des sans-abris ou des personnes dans le besoin ne récupèrent la nourriture. Première raison: les légumes sont toujours trop calibrés. La deuxième raison est que la loi française obligeait les invendus des supermarchés à être jetés pour des raisons d'hygiène. Avec cette nouvelle loi, ce n'est plus le cas.

Portée à l'Assemblée nationale par le député socialiste Guillaume Garot, les nouvelles dispositions législatives inscrivent dans la loi la hiérarchie des actions à mettre en place pour récupérer et valoriser les denrées alimentaires et éviter leur gaspillage. Cela va de la prévention à l'utilisation à des fins énergétiques, en passant par la récupération à des fins de consommation ou pour l'alimentation animale.

Combien gaspille le monde? On estime que chaque année plus de 1,3 millions de tonnes d'aliments partent à la poubelle alors que dans de nombreux endroits du monde, on meurt de malnutrition et de faim. Pendant de nombreuses années, on a lutté pour diminuer le chiffre mais les résultats des études démontrent qu'il existe toujours une perte annuelle significative.

Tout avait commencé par une pétition!

Pour la petite histoire, Arash Derambarsh, 35 ans, élu à Courbevoie, s'était indigné de cette situation, arguant qu'en France il y a de plus en plus de SDF, que la situation économique est compliquée pour bon nombre de Français, y compris de la classe moyenne. De toute façon, gâcher de la nourriture encore mangeable est honteux, avançait-il.

L'élu avait testé une méthode: «Depuis quelques jours, avec des amis et

bénévoles de ma commune, nous récupérons trois soirs par semaine les invendus d'un supermarché pour les distribuer aux personnes nécessiteuses, notamment les SDF». Il voulait donc généraliser cette pratique: «Fort de cette expérience et avec mon ami Mathieu Kassovitz, sensible à cette question, nous avons décidé de lancer cette pétition pour obtenir une loi imposant à tous les supermarchés de distribuer leurs invendus».

L'idée d'Arash Derambarsh suggère qu'au lieu de gaspiller, les établissements fassent des dons à des organisations caritatives et aux banques alimentaires pour qu'elles les redistribuent à ceux qui ont en besoin. Après une campagne multiple soutenue par les consommateurs et les activistes qui luttent contre la pauvreté, le Sénat français a approuvé à l'unanimité la loi qui bénéficiera à des milliers de personnes sans toit.

Une loi qui ne plaît pas à tout le monde

Chose faite. Désormais, les moyennes et grandes surfaces de plus de 400 mètres carrés ont l'obligation de conclure une convention avec une association caritative, afin de faciliter les dons alimentaires. Par ailleurs, les produits sous marque de distributeur qui seraient retournés au fournisseur, alors qu'ils sont détruits actuellement, seront autorisés au don.

Or selon nombre d'associations caritatives, l'idée est séduisante, mais difficile à mettre en place car le flux de marchandises est ensuite compliqué à gérer par les structures. «Il serait préférable de fédérer les différentes initiatives existantes, peut-être via une agence nationale», avaient-ils notamment proposé. Toujours selon ces associations, il reste beaucoup à faire pour mettre ces mesures en vigueur. Elles critiquent aussi le fait qu'elles ne ciblent que les grandes surfaces, qui représentent seulement 5% du gaspillage alimentaire en France.

Cependant cette première avancée leur permet de relever les défis qui se présentent à elles. Le premier sera de trouver des volontaires qui acceptent de collaborer à la gestion et à la distribution des aliments. Elles auront également besoin de plus de camions, de dépôts et de réfrigérateurs afin de stocker tous les dons supplémentaires qui arriveront.

Sanctions pour les réfractaires

Le principal objectif sera de persuader l'Union européenne de mettre en place une loi similaire dans tous les autres pays membres.

Au niveau des chiffres, le gaspillage de nourriture en France correspondrait à 11% des magasins, 67% des consommateurs et 15% des restaurants. Ainsi, les défenseurs de cette initiative savent qu'il reste encore beaucoup à faire. Cependant, grâce à cette loi, ils savent qu'ils ont franchi une étape très importante, vers une société plus consciente et durable.

En France, tous les supermarchés qui ne respectent pas l'obligation de donner la nourriture qu'ils ne vendent pas devront faire face à des sanctions économiques et même à des peines de prison.

Notons enfin que le gaspillage de la nourriture dans le monde entier est un sujet de controverse et de refus depuis de nombreuses décennies. Le rêve à long terme serait que beaucoup de pays du monde adoptent des lois de ce type pour diminuer le gaspillage mais surtout pour permettre de faire manger ceux qui en ont le plus besoin.

Les différents types de gaspillage alimentaire

L'étude propose une différenciation des causes du gaspillage de nourriture:

- Pertes alimentaires: les pertes qui se produisent en amont de la chaîne alimentaire, principalement pendant les phases de semis, culture, récolte, traitement, stockage et première transformation agricole.

- Gaspillage alimentaire: les déchets survenant au cours de la transformation industrielle, la distribution et la consommation finale.

> Dans les pays en développement, le gaspillage alimentaire se traduit principalement par des pertes en amont de la chaîne d'approvisionnement.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Un «Diaspora Hub», dans le contexte de MedGeneration

Dans le cadre du projet européen MedGeneration et dans l'objectif d'assurer une continuité et une mise en valeur de cet appui, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban s'est proposée d'accueillir une plateforme visant principalement à créer un réseau inter-libanais regroupant les femmes et les hommes d'affaires de partout dans le monde.

MedGeneration est un projet financé par l'Union européenne dans le cadre de la politique de voisinage, qui vise à mobiliser les diasporas économiques pour le développement des pays méditerranéens.

La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, qui opère le projet en collaboration avec ANIMA Investment Network,a organisé à l'Hôtel Bristol, le 1er juin à Beyrouth le dernier Séminaire de plaidoyer pour la mobilisation des diasporas économiques de Méditerranée organisé dans le cadre de MedGeneration.

Durant ce séminaire, des décideurs politiques, des représentants des diasporas méditerranéennes, des entrepreneurs, des bailleurs de fonds internationaux, des associations et des agences d'investissement ont pu échanger et construire ensemble de nouvelles politiques de soutien à la mobilisation et à l'engagement économique des diasporas.

Une plus grande mutualisation des initiatives en cours au sein de chaque pays, une coordination accrue entre les actions des États de la région ainsi qu'un cadre légal incitatif, sont apparues comme les actions prioritaires à mettre en œuvre pour une mobilisation intelligente et effective des diasporas économiques au profit des économies locales.

«MedGeneration a prouvé que les diasporas sont un outil privilégié de développement économique qu'il faut activer, via des activités multiples et variées telles que le «mentoring», le «co-investissement»,etc.», souligne Nicolas Faure, chef du projet MedGeneration.

«Il est intéressant de noter que la plateforme (Diaspora Hub) dédiée à la diaspora mise en place par MedGeneration, dans le cadre d'une assistance technique fournie par Roger Melki, sera pérennisée et prise en charge à la fin du projet par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont Liban», ajoute-t-il.

Notons que cet évènement régional a fait suite aux deux premières éditions organisées dans le cadre deMedGeneration en 2014 à Marseille (France) et en 2015 à Aqaba (Jordanie), avec le soutien de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (PAM) et de l'Union pour la Méditerranée. La rencontre a fait également office de séminaire de clôture du projet.

> « DIASPORA HUB EST UN REGROUPEMENT QUI VISE À METTRE EN LIAISON DES PARTENAIRES D'ORIGINE LIBANAISE RÉSIDANT DANS DES PAYS DIFFÉRENTS POUR EXPLOITER LE POTENTIEL D'OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES COMMUNS OU COMPLÉMENTAIRES. »

Ce séminaire de haut niveau a été organisé en parallèle de la 3eConférence euro-arabe de soutien aux PME - Académie & Roadshow d'Affaires EUROMED Invest, qui s'est tenue du 1er au 3 juin 2016 à Beyrouth.

«Diaspora Hub est un regroupement qui vise à mettre en liaison des partenaires d'origine libanaise résidant dans des pays différents pour exploiter le potentiel d'opportunités d'affaires communs ou complémentaires », explique l'économiste et consultant Roger Melki, chargé par la Chambre de la mise en place du concept de cette plateforme. Dans ce cadre, et à titre d'exemple, il explique qu'un producteur de médicaments génériques en Argentine pourrait distribuer ou installer une unité de production en Côte d'Ivoire en partenariat avec un Libanais-ivoirien. Cette intermédiation sera bien sûr induite par la plateforme Diaspora Hub.

Ainsi, la principale valeur ajoutée de ce hub sera notamment de renforcer et d'élargir les liens entre les hommes d'affaires libanais de partout dans le monde, y incluant bien sûr ceux du Liban, pour le développement de projets économiques nouveaux. « Traditionnellement les associations s'adressant à la diaspora libanaise visent essentiellement à attirer les ressources humaines et financières de nos émigrés vers leur pays d'origine. Alors que, Diaspora Hub mise principalement sur l'identité libanaise et la libanité pour assurer un développement d'affaires inter-libanais partout dans le monde », souligne-t-il. Ce maillage serait plus à même de renforcer et de consolider la communauté des affaires en offrant un panel d'opportunités nettement plus large que celles actuellement présentes au Liban.

Cette plateforme ambitionne aussi d'offrir à ses membres une base solide de données relatives aux personnes et aux entreprises les plus dynamiques dans le monde.

Quid des membres

Diaspora Hub aspire à regrouper le plus grand nombre de femmes et d'hommes d'affaires d'origine libanaise ayant réussi dans leur secteur, mais aussi à inclure ceux dont le succès est mondial dans d'autres domaines aussi divers que l'éducation, la médecine, la recherche, l'art, etc.

> « SEULE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE BEYROUTH ET DU MONT-LIBAN EST CAPABLE DE RELEVER CE DÉFI (. . .). SON RÔLE FÉDÉRATEUR PERMETTRA DE DÉPASSER LES DISSENSIONS POLITIQUES OU COMMUNAUTAIRES QUI MINENT SOUVENT LES ASSOCIATIONS DE LA DIASPORA LIBANAISE. »

D'autre part, il indique que «Diaspora Hub coopérera avec différents partenaires pour la réussite de ses missions notamment avec toutes les associations existantes de la diaspora ainsi qu'avec les chambres de commerce, les ambassades, les institutions internationales, les ministères, les universités, les centres de recherche et les partenaires privés intéressés».

En plus de l'intensification des liaisons inter-libanaises, la plateforme constituera une base de données via un portail électronique. Diaspora Hub compte enfin organiser des événements de réseautage au Liban et dans plusieurs capitales mondiales.

Des « business-tour» élargis

«Les traditionnels «business-tour» effectués par les officiels libanais sont généralement accompagnés des principaux entrepreneurs nationaux pour élargir leurs opportunités d'affaires. Ces tournées de promotion seront transformées et devront inclure des Libanais de la diaspora intéressés par le pays visité par la délégation officielle», souligne Roger Melki.

Selon lui, «seul le Liban est capable d'organiser ce genre d'événement. Cela est possible grâce à sa diaspora diversifiée et présente dans plusieurs zones du monde avec une forte densité d'entrepreneurs et non d'employés comme c'est le cas dans la plupart des grands pays à forte immigration. Les Irlandais de la diaspora sont principalement concentrés aux États-Unis, les Chinois restent essentiellement asiatiques etc...». Alors que les entrepreneurs libanais enregistrent des succès partout dans le monde, et sont très présents en Amérique du nord et du sud, en Europe, dans les pays du Golfe, en Afrique de l'Ouest et même en Australie.

«Diaspora Hub sera une expérience unique et consolidera les liens entre les membres d'une communauté d'affaires dynamique, capable d'exploiter encore plus d'opportunités dès que les occasions se précisent, et ce dans toutes les zones du Globe. Le Liban profitera directement et indirectement de cette collaboration internationale de ses ressortissants», assure-t-il par ailleurs.

«Ce projet exigera beaucoup d'efforts et de ressources et seule la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban est capable de relever ce défi dans la mesure où son indépendance, son sérieux, sa gestion structurée et efficace et son rôle fédérateur permettront de dépasser les dissensions politiques ou communautaires qui minent souvent les associations de la diaspora libanaise»,conclut Roger Melki.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

A Talk with Nicolas Chammas @ the Chamber of Tripoli & the North

"I am planning to work in close cooperation with Toufic Dabboussi, President of the Chamber of Tripoli and North Lebanon, to help secure the prosperity of the national economy" proclaimed Dr. Nicolas Chammas, Chairman of the Beirut Traders Association during a reunion gathering business leaders, heads of trade associations and key figures of the North. Dr. Chammas was accompanied by Nabil Hatem, General Manager of the Association, and they had the opportunity to learn about the projects' results implemented by the Chamber, such as the "Quality Control Laboratories", the "Business Incubators-BIAT" that is hosting creative and innovative projects of leading entrepreneurs, in addition to the undertakings of the Chamber of Tripoli in various economic and professional sectors, namely its hosting of the "Center for Continuing Education for Dentists in Tripoli and North Lebanon."

President Dabboussi welcomed his friend and companion in economic development, Dr. Chammas, and emphasized the strengths of Tripoli and the North namely, the strategic geographical location, public economic facilities and private businesses. "All strengths of Tripoli will be put at the service of the national economy. Our skilled human resources are the added value component which will compensate for some weaknesses. Great achievements may be obtained when available human and material resources are focused towards national and social good," Dabboussi said. He concluded by evoking the promising role of Tripoli and the North at the regional and international levels in light of the reconstruction of the two neighboring countries, Syria and Iraq, and actions to be undertaken to empower Tripoli to play this role.

Dr. Chammas praised the role of President Dabboussi and called him "Sheikh el Solh" for his flexibility and wisdom in facing problems, as he is "the best ambassador to Tripoli and the North," Chammas said.

The talk centered on economic and commercial realities, factors straining the Lebanese economy, and ways to get out of this situation. Discussions tackled the following issues: Relations with the banks; financial taxes and municipal fees and fines; social security and the traders' insurance program; revitalization of the consumer and the markets, WTO.

> "CHAMMAS: PRESIDENT DABBOUSSI IS THE BEST AMBASSADOR OF TRIPOLI AND THE NORTH"

Talking about the relations with the banks, Chammas wished that the banking sector, through the Banking Association, would show more flexibility and leniency in dealing with the commercial sector, especially that this sector has been marked by the good reputation and high solvency.

He rejected the motto "Lebanon is a tax haven", while in fact taxes strain the merchants to some sort of "tax harassment", and claimed for reconsidering some provisions of tax procedures and broadening the tax base, as well as to exempt traders from accumulated fines on municipal fees.

Regarding the revitalization of the consumer and markets activities, he pointed out the need to work on creating realistic exits and practical solutions to stimulate consumer activity.

On the issue of displacement of the Syrian people and its impact on the Lebanese economy and the labor market, he called for the necessity to take urgent actions as to control and organize the displacement movement in spite of the painful human reality.

> "DABBOUSSI: TRIPOLI'S STRENGTH WILL BE PUT AT THE SERVICE OF THE NATIONAL ECONOMY"

On the issue of Social Security and the insurance program for the merchants, Chammas stressed the importance to activate the traders' insurance program proposed by the Beirut Traders Association, which is a chronic claim for traders.

The issue of the furniture sector has been also discussed, especially the unfair competition from foreign labor as well as the dumping caused by the import of wood industries from foreign countries.

Ibrahim Fawz, the Vice President of the Chamber, questioned about the benefits that would accrue to Lebanon by joining the World Trade Organization, to which Chammas responded "Lebanon is so far 'ready and not ready' to join the process, and in general, we must have a balanced vision about the access of Lebanon to the WTO that would commensurate with the need to protect our national products".

Following the meeting, Dabboussi and Chammas made a field visit to the port of Tripoli and the economic zone. At the port, they met with the Director, Dr. Ahmed Tamer, and were able to see the progress of works in infrastructure and logistics services provided by the port of Tripoli after it has been expanded to include a container terminal. Another field visit took place to the special economic zone where the first phase of works of landfills of an area of 550 thousand square meters is almost completed.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

ASCAME Review: Effective answers to opportunities and challenges

The Association of Mediterranean Chambers of Commerce and Industry held a Bureau meeting in Barcelona, at Casa Llotja, on the 8th of June. Many achievements were presented by the executives and staff of the association while reviewing its progress for the last months.

Toward modernity

Mohamed Choucair, President of ASCAME and FCCIAL, explained that ASCAME has made significant progress during the last exercise, yet, it had also to face many challenges. In order to be in alignment with the organization's mission and global themes, Choucair recommended that ASCAME must be provided with strategic tools and suggested to start the meeting by a presentation from two representatives of the consulting firm Ernst and Young to scrutinize how the association could improve its services so as to attract new members and improve ASCAME resource base.

Ernst & Young two executives presented the action and strategy plan to be implemented in order to support the organisation when providing services to its members. They proposed to conduct an integral approach of the project of ASCAME to meet the current objectives of the association. They explained that many factors should be taken into account such as the composition of ASCAME, its resources, and the value of the services provided to the members.

Mediterranean leadership

Anwar Zibaoui, Coordinator of the office of presidency, explained that ASCAME should not deviate from its main mission, which is to strengthen the North/South cooperation. Two ongoing initiatives contribute to this task: the Economic Group of the Mediterranean and the 20+20 Declaration that was approved and presented last November by 26 Euro-Mediterranean organizations representatives of the private sector, sectorial organizations and civil society. He added that ASCAME is currently looking for possible venues of collaboration with the World Tourism Organization, the Euro-Mediterranean Social Economic Network, the North-South Economic and Cultural Development Agency, and the Mediterranean Association of the National Agencies for Energy Conservation.

Institutional integration

Speaking about EU projects, Zibaoui noted that these projects represent a real investment for the whole region. For example, GMI has positioned ASCAME in the sector of waste treatment and has represented an important initiative for the benefit of the Mediterranean.

Meeting of the Executive Committee

He added that ASCAME is participating in many workshops and working groups, especially with the Union for the Mediterranean dealing with key sectors such as Transport and Logistics, Urban Development, Climate Change, etc..., and evoked that ASCAME is involved in the WTO initiative of the Phoenicians' Route and has participated in the two working groups regarding this project. He concluded that ASCAME has also been part of the MedCop22 preparatory meetings and that the association will organize a workshop during this main meeting.

The communication saga

Marta Briones, responsible for the Communication at ASCAME General Secretariat, presented the follow up of the ASCAME communications actions during the last period. She explained that ASCAME is continually adapting its communication actions in order to face changing scenarios in the region, as well as strengthening its network with other Mediterranean countries and worldwide. She explained that during the last period, the number of page visits to ASCAME website has increased by 20%, as well as the number of subscribers to the bi-monthly newsletter. She also noted that ASCAME has launched over 200 press releases, and that more than 800 ASCAME related articles have been published on regional and international media, adding that ASCAME currently counts 900 media contacts on its media database.

Concerning ASCAME social media channels, she explained that the contents have a focus on the regional economy and Mediterranean countries' business opportunities, as well as Chambers' plans and activities, and gave some examples about the new prominent followers on twitter, such as Mediterranean Chambers of Commerce, regional business community, international institutions and governments, and regional media. She also provided details about the communication actions on Youtube and improvements on ASCAME website, such as news video interviews produced and new reports and publications.

International activity

Julie Amerigo, responsible for the International Relations at ASCAME General Secretariat, announced the new possible adhesions of several regional platforms as associate member or full member. The adhesion approved by the Bureau, is subject to the confirmation of the Executive Committee and ratification by the General Assembly.

She explained that since the beginning of the year, ASCAME has organized three main events: the Mediterranean Textile Forum (MEDITEX) on December 1st and 2nd in Alexandria; the 8th Mediterranean Women Entrepreneurs Forum (MEDAWOMEN) on April 28th in Cairo and the 14th Mediterranean Logistics and Transport Summit on June 7th and 8th in Barcelona. Speaking about training activities, she noted that ASCAME is offering the opportunity to its network to participate in various trainings, including trainings that will be held from June 27th to July 1st in Cagliari within the 2nd Edition of the Euro-Mediterranean Cooperation Summer School, and from July 31th to August 5th the Observatory on Tourism in the European Islands Summer School about the challenges of cultural tourism in the European Islands. Regarding the upcoming ASCAME activities, she informed that the 7th edition of the Mediterranean Tourism Forum will be held in Mersin/ Turkey on September 28-30, the Mediterranean Cosmetics Forum will be held end October-November in Rabat/Morocco, the Medcop22 will be held in Rabat/Morocco on July 18-19, and the 10th Mediterranean Week of Economic Leaders will take place from November 30 to December 02 in Barcelona.

Ezgi Bicer Uçar, Vice General Secretary of the Mersin Chamber of Commerce and Industry, hosting the MEDITOUR 2016, announced the program and showcased the event's video.

Euro- Mediterranean projects

Mònica Cunill, Chief Operations Officer at the General Secretariat, praised the role of ASCAME as key partner for the implementation of Euro-Mediterranean projects, thanks to its network structure. She added that the association is seeking to bring closer the private sector from both shores of the Mediterranean through its participation in projects, especially for capitalization activities, and made a presentation about the projects which have ended in 2015: MedDiet and OPTIMED in addition to the ongoing projects that will end this year: GMI, Foster in Med and Euromed Invest. She pointed out that these results should be kept alive as part of ASCAME Know-how and its added value. She concluded by giving an overview of all the projects of the ASCAME network, underlying that they represent a budget of around 52 million euros and that ASCAME is currently working on new projects proposals to be submitted in the next call of the ENI Program (2014-2020).

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

The Federation in the core of Arab-German economic relations

The President of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and the South, Mohammed Saleh, took part in the Arab-German Chamber BoD meeting representing the Lebanese Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture. Discussions tackled issues related to administrative and financial affairs, including the possibility of purchasing a building to achieve the Arab House project, in addition to the development of the Arab German economic relations in all fields.

This meeting was a good opportunity for the participants to learn about the results of the study prepared by the Arab-German Chamber of Commerce and Industry on the economic developments in Germany and their impact on the economies of the European Union and Arab countries. The study showed that the rate of growth in the first quarter of 2016 has increased by 0.3% compared to the rate of the fourth quarter of 2015. The direct cause of this growth is attributable to the growth of domestic consumption as a result of the decline in unemployment rate and the increase in government expenditures due to increased spending to accommodate hundreds of thousands of refugees to ensure their integration in Germany. Exports come in the second place in view of the decline in the demand from China, Russia, Brazil and other countries.

The study also tackled the Atlantic Partnership Agreement project and revealed the oscillation of the European and German public opinion between supporters and opponents to this project as well as the pros and cons of signing the agreement. The study also addressed NATO concerns with regard to Britain's withdrawal from the European Union and the related financial, economic and political repercussions. Economic expectations by the experts and observers were exposed according to the following scenarios:

The first scenario stands as a mutual agreement between the European Union and Britain to mitigate as much as possible the losses for each party, as was the case with Norway, for example; this implies that Britain would accept to join the European Economic Area after its exit from the EU. Considering that this Economic Area is a kind of intra-European market for commodities, which would have little impact on trade agreements within the EU.

The second scenario is comparable to the case of Switzerland, which has signed with the European Union a free trade agreement that consents the entry to the intra-European market. However, the UK would have to wait for many years in order to develop a similar agreement with the European Union (EU) to accept a number of tariff protections.

The third scenario would be the most dangerous because the absence of understanding between the two parties, after Britain's exit, will refrain from holding a free trade agreement with London. The free entry of UK goods into the European common market will be discontinued, which would be a high burden to the UK in view of its need to sell its output in the large European market more than the need of the Europeans to the UK market.

In parallel to this meeting, President Mohammed Saleh participated in the 19th German-Arab Economic Forum which was held in Berlin over

two days (from 25 to 27 May), and was attended by 600 participants representing leading experts and businessmen from Germany and the Arab countries.

In a statement after his return from Germany, Saleh noted that the meetings' focus was on the need to promote exports of Arab countries to the Deutschland.

He explained that the trade balance between the two parties is in favor of Germany, where the total value of

German exports to Arab countries amounted to US$ 42 billion in 2015, while the Arab states exports to Germany did not exceed US$ 10 billion. Saleh concluded that Germany could certainly constitute the gateway for Arab exports to the EU, where the European market represents, with its inhabitants of 507 million people, a great opportunity for Arab companies to sell their products.

President Saleh seized this opportunity to meet with German economic figures to discuss the possibility of establishing partnerships for the transfer of German technology and expertise in the field of renewable energy and the development of solar energy to generate electricity.

Women's Coops to achieve sustainable economic development

On the 14th of September, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and South Lebanon launched the "Supporting Rural Women's Agro-food Cooperatives in South Lebanon" project.

The project, implemented by the Agriculture department at the Chamber, is funded by the Government of Finland through the Drylands Development Centre (DDC) within the framework of the United Nations Development Program (UNDP).

The project aimed at strengthening the capabilities of women cooperatives through a competition between them based on the provision of business plans and submitting of project proposals. Several trainings were conducted in the fields of food safety and marketing, in addition to preparing and writing simple business plans.

Last January, six agro-food women-lead cooperatives from the villages of Aitaroun, Houla, Adchit, Abbasieh, Qana and Hariss, were identified as eligible to receive US$ 5,000 grant each in the form of food processing equipment or through the provision of services. On the other hand, the cooperatives had a collaborative contribution of at least 25% of the value of the grant.

President Mohamad Saleh handing the winning Coops' certificates and cheques

Through the months of April and May, these cooperatives received their equipment as promised. While Aitaroun and Adchit projects include raising chicken and planting Zaatar (Origanum Syriacum) respectively, Houla, Abbasieh, Qana and Hariss projects developed their skills through the provision of food processing equipment.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

CCIAZ to host the "Integration of the Bekaa Youth in the Labor Market" program

On Wednesday 1 June 2016, the "Integration of the Bekaa Youth in the Labor Market" project was launched at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle & the Bekaa in the presence of Vice President of the Chamber, Antoine Khater, the National Coordinator of the Lebanon Host Communities Support Project (LHSP) at the Ministry of Social Affairs, Suheir Ghali, the United Nations Development Programme (UNDP) Technical Advisor, Marina LoGuidice, the Bekaa Area Manager at UNDP, Hussein Nasrallah, in addition to the members of the board at the Chamber, the working team at the Ministry, and heads of municipalities in the Bekaa.

In his welcome note, Khater pointed out that the support of the Zahle Chamber to projects involving youth training on skills required by the labor market, contributes to help fight unemployment and boost economic activities in the area.

In the same spirit, Loguidice explained that the program helps in the development of the skills of young professionals and their integration into the local labor market. It is also expected to "motivate the domestic economy and improve the country's position amidst the political instability and the repercussions of the Syrian crisis," LoGuidice said.

Ghali, for her part, noted that the launching of the project will inspire the young generation who deserve the best care and attention. "Our youth is productive, creative, and innovative in finding opportunities. The initiative potentials of the youth deserve a supportive environment for their innovation," she stated.

A presentation of the project was given by the Executive Manager of the project, Mrs. Maria Rizkallah, covering the technical details and training phases of the project.

The project is an initiative based on the principle of partnership between the public and private sectors that aims to motivate the youth and facilitate their integration in the production and economic cycle. The project is funded by the Regional Development and Protection Programme (RDPP), led by Denmark through a generous contribution from the European Union, Ireland, Switzerland, the United Kingdom, Norway, the Netherlands, and the Czech Republic, and is one of the interventions of the Ministry and UNDP within the Lebanon Host Communities Support Project.

The Lebanon Host Communities Support Project, a joint initiative between the Ministry of Social Affairs (MoSA) and UNDP, aims to support activities aiming to reinforce stability and development with the Lebanon Crisis Response Plan and the repercussions of the crisis in Syria. Since the launching of LHSP in 2014, 207 projects aiming to improve the livelihood and basic services in Lebanese host villages most affected by the Syrian crisis were implemented, and 164 projects are ongoing.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Improve the modernization, connectivity and efficiency of Mediterranean ports

The Mediterranean Logistics and Transport Summit has closed its 14th edition in Barcelona, on 8 June 2016, debating on the unique position of the Mediterranean for logistics and world trade and its readiness to building bridges between the Mediterranean region and other regions worldwide.

The summit, organized by the Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry (ASCAME) together with the Consorci de la Zona Franca de Barcelona, in collaboration with the Chamber of Commerce, Industry and Navigation of Barcelona, and attended by over 500 participants during the two days, offered a wide range of sessions tackling current regional priorities.

Mohamed Choucair, Chairman of ASCAME, delivering his speech at the opening of the Mediterranean Transport and Logistic Summit

In the framework of the "International Logistics and Material Handling Exhibition for Trade", the Mediterranean Logistics and Transport Forum addressed key topics such as the importance of logistics for the regional economic development. In words of Anwar Zibaoui, Coordinator of the Presidency in ASCAME, "Improving the modernization of the Mediterranean infrastructures is vital today for the economic regional integration". For instance, the transport cooperation between the Mediterranean and the Gulf countries becomes crucial for the current regional needs. Also, an improved intermodal transport is key for the connection of the Mediterranean and Europe, asserted Francesco Dionori from the United Nations Economic Commission for Europe (UNECE).

A plenary of the Mediterranean Transport and Logistic Summit

The Forum also dedicated a special session to the role that logistics can play in the provision of goods and services in the refugees' camps. "To help refugees, we need to bring products and to distribute them; we need efficient infrastructure networks", affirmed Eduardo Llano of the United Nations Refugees Agency (UNHCR). "Undoubtedly, there is a gap in the humanitarian material supply ", added Barbara Diaz of Red Cross. In parallel, the 9th Mediterranean Ports Forum highlighted the privileged position of the Mediterranean region with over 450 ports and covering 30% of world maritime trade. Chinese companies in the sector are already investing in the largest maritime projects of the region, explained Roger Albinyana, Director of IEmed's Euro-Mediterranean Policies. The challenge now is to improve the modernization, connectivity and efficiency of Mediterranean ports, as the President of the Port of Barcelona, Sixte Cambra, pointed out.

With the Chairman of the Lebanese Franchising Association Mr. Charles Arbid

The Suez Canal in Egypt and the Panama Canal have potential complementarities in terms of jobs creation and investments promotion as highlighted by the Ambassador of Panama, Mercedes de la Guardia, and the Admiral Abdelkader from the National Authority of the Suez Canal Economic Zone.

The summit demonstrated, one more year, that the Mediterranean is not only one of the zones with most investment opportunities, but also the epicenter of logistics and logistics trade and world transport. The Mediterranean has building bridges and hundreds of executives and businessmen of the sector from the Mediterranean, Europe, Gulf, China and Latin America have discovered the opportunities the region offers. As the President of ASCAME, Mohamed Choucair declared this summit is not only useful for the logistics sector, but also for the regional and international economic activity.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Economic losses in Syria at more than US$ 250 billion

Bachir El Khoury

Besides the humanitarian tragedy, the economic damage caused by the conflict since 2011 is estimated at over 250 billion dollars. An estimate that goes up to 290 billion dollars, when counting the economic repercussions on neighboring countries.

The available statistics are minimal, but an estimate is yet possible. The Syrian Center for Policy Research (CSPR), based in Damascus and supported by the United Nations Development Programme (UNDP), has attempted to quantify the huge losses caused by the Syrian conflict. In a report published last February, the CSPR confirms the continued growth of the economic cost of the war.

From March 2011 to late 2015, it says the conflict has cost nearly US$ 254.7 billion, an increase of about 25% compared with end-2014, when the cost of the conflict was about US$ 202.6 billion, according to CSPR.

Nearly two thirds of this amount – i.e. US$ 163.3 billion dollars - corresponds to a loss of economic output, while a quarter of the losses (26.4%) is due to the destruction or damage of the capital, 5.7% to extrabudgetary military government expenditures and 2.3% for military expenditures spent by armed groups. According to the World Bank, the cumulative cost of damaged infrastructures (transportation, health, education ...) identified in six Syrian cities, including Homs and Aleppo, varies between 3.6 to 4.5 billion.

In terms of loss of output, the difference between the "normal" level of GDP and the actual one reached US$ 49.7 billion, only in 2015. Over the last five years, the cumulative amount has reached US$ 163.3 billion, as indicated above. In fact, the Syrian GDP revolved around US$ 60 billion in 2010, while it bearly reaches today US$10 billion yearly. On the expenditure side, the GDP decline reflects the drop in consumption and investment, both by the private and public sectors.

It's worth noting that a consistently high portion of the overall losses registered by end-2015 were actually incurred during the first two years of the Revolution that muted into a conflict. In October 2013, the UN had already estimated the losses at US$ 103 billion between March 2011 and June 2013, including US$ 49 billion for the single year of 2012.

Slight growth in Agriculture

On a sectoral level, the weakest sectors in 2015 were electricity and water, transportation, communications, mining - including oil, gas and phosphate, which used to play a key role in the economy – as well as utilities and industry.

As for the tourism sector, which counted alone for six billion dollars or 10% of GDP before the conflict is only a memory now.

Agriculture, however, benefited from good rains to grow slightly for the first time since 2011. But the growing importance of agriculture on the economy is a concern. Indeed, this sector is closely linked to rainfall and season with low precipitation would result in a substantial drop in agricultural production with harmful consequences not just on agricultural income but also one the cost of food and the rural exodus. The NGOs sector is also growing due to the significant humanitarian aid.

> "HALF OF THE 23 MILLION SYRIANS ARE NOW LIVING UNDER THE POVERTY LINE INCLUDING 4.4 MILLION WHO SURVIVE IN EXTREME POVERTY, STILL ACCORDING TO THE UN."

Declining deficits: good news?

Fiscal and trade deficits have declined in 2015, the budget negative balance going from 41.2% of GDP in 2014 to 28.1% last year. While this kind of news should normally reflect strong fundamentals, they are less cheering in the current context since it's mainly the consequence of heavy and negative trends.

This is, in fact, mainly due to the government policy of subsidies rationalization, particularly those pertaining to energy and food – a strategy with recessionary consequences since it increases production costs and inflation, resulting in downward pressure on the currency and the purchasing power of the population.

In parallel, trade deficit also narrowed down, moving from 38.9% of GDP in 2014 to 27.6% in 2015. This decline is not due to export growth; rather it is the result of much lower imports than exports, indicating a general drop in demand, lower foreign exchange reserves - the amount of which is not known – as well as an increase in external debt.

Unemployment at 53%, HDI at its lowest

As for unemployment, it remains stable compared to 2014 but extremely high, at 52.7% of the workforce. These figures do not include yet the refugees' population, which counts more than 4 million Syrians around the world, a portion of which could have been potentially counted as unemployed, hence raising the overall level of joblessness. As a matter of comparison, unemployment rate in Syria was at 8.6% in 2010, according to IMF.

The hike is mainly due to the shutdown of many factories and the flight of several businesses outside the country with their capital.

Also, half of the 23 million Syrians are now living under the poverty line including 4.4 million who survive in extreme poverty, still according to the UN.

In parallel, the Human development index (HDI) has drastically decreased over the past years, as a consequence of the severe fall in GDP but also health and education indicators: Syrian HDI declined from 0.631 in 2010 to 0.443 at the end of 2015, bringing the country from the 121st to the 173rd out of 187 countries worldwide.

Finally, on a monetary level, the devaluation of the currency is still ongoing, the dollar having risen from 47 to 150 Syrian pounds over the 2011-2015 period, according to CSP.

Losses at US$ 35 billion in neighboring countries

Last but not least, the losses incurred in the five neighboring countries - Turkey, Lebanon, Jordan, Egypt, Iraq – amounted to approximately US$ 35 billion over the same period, according to estimates published in February by the World Bank. This is equivalent to the Syrian GDP in 2007. The conflict has disrupted trade among these countries, whereas commercial ties had increased sevenfold between early and late 2000. In other words, the aggregate economic weight of these economies, measured by their domestic products, would have exceeded 35 billion if the war had not broken out ... if we add this economic cost to the figures solely pertaining to Syria, the overall cost would increase to reach almost US$ 300 billion...

Welcome to ECONEWS

Subscribe and receive your copy free of charge
Send an Email to:
Econews@ccib.org.lb

Kindly specify
- ECONEWS printed version
- ECONEWS electronic version

Name
Institution
Address
Mobile
Email

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB

CCIA-BML T +961 1 353 190 Ext. 315 Fax. 286 call center 1314 LebanonExportDirectory@ccib.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

The Impact of the Syrian Crisis on Trade between Lebanon and Syria

- The balance of trade between the two countries turned from a deficit to a surplus in favor of Lebanon in the years 2012-2015 and reached its peak in 2013 due to significant export of oil products to Syria.
- Imports decreased in 2015 compared to 2011 by 55.6 percent.
- The structure of Lebanese exports to Syria has changed with the increase of vital exports of food commodities such as sugar, flour and others, as well as plastics and electrical appliances.
- Lebanese imports decreased across the Syrian-Lebanese crossings from 4.3 percent in 2012 to 1.2 percent in 2015. In parallel, exports fell from 19.3 percent to 11.3 percent, as well as transit traffic declined from 2.9 percent to 0.7 percent.

Lebanese Trade Exchange by land crossing with Syria				
Thousand $	2012	2013	2014	2015
Import through Syria	915,111	412,212	465,786	214,244
Import	21,279,830	21,228,485	20,493,725	18,068,787
%	4.3%	1.9%	2.3%	1.2%
Export through Syria	864,432	684,527	720,527	332,191
Export	4,483,131	3,935,957	3,312,855	2,952,419
%	19.3%	17.4%	21.7%	11.3%
Transit through Syria	10,098	1,229	1,179	2,474
Transit	344,565	462,706	443,450	340,584
%	2.9%	0.3%	0.3%	0.7%

Source: the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon- Customs statistics

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO SYRIA	2015	2014	2013	2012	2011
17	Sugar and sugar confectioneries	51,310	27,187	18,182	6,600	11,809
39	Plastics and articles thereof	25,455	11,481	12,837	11,780	9,411
85	Electrical machineries	14,635	18,910	7,703	10,018	4,941
48	Paper and paperboard	14,066	7,913	7,950	9,965	25,656
8	Edible fruits and nuts	11,131	13,619	15,578	18,008	22,649
20	Preparations of vegetables, fruit	10,390	16,186	15,533	14,650	16,233
27	Minerals fuels and oils	9,748	13,902	317,757	61,172	144
34	Soap, organic surface-active agents	5,967	15,294	11,799	7,894	8,754
11	Products of the milling industry	5,509	9,093	18,704	7,343	1,495
73	Articles of iron or steel	5,238	9,128	2,521	4,325	3,482
-	Other	56,315	99,293	95,081	142,520	110,264
	Total	**209,764**	**242,006**	**523,645**	**294,275**	**214,838**
	in Thousand $					
HS Code	**MAIN LEBANESE IMPORTS FROM SYRIA**	**2015**	**2014**	**2013**	**2012**	**2011**
7	Edible vegetables	31,054	24,394	24,861	23,635	26,108
25	Salt; sulphur; earths and stone	28,794	20,595	34,193	61,079	60,946
8	Edible fruit and nuts	10,910	5,846	17,988	7,927	7,280
39	Plastics and articles thereof.	9,429	6,514	8,654	15,488	19,601
34	Soap, organic surface-active agents	8,824	11,224	11,586	20,918	24,060
15	Animal or vegetable fats and oils	7,183	7,217	11,299	6,294	13,045
68	Articles of stone, plaster, cement	5,363	3,344	4,067	3,888	4,046
70	Glass and glassware.	3,741	4,075	5,418	6,649	7,393
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	3,586	3,282	4,641	4,309	4,714
73	Articles of iron or steel	3,469	3,461	5,988	8,300	13,428
	Other	25,226	34,893	52,619	107,673	129,504
	Total	**137,579**	**124,845**	**181,314**	**266,160**	**310,125**

Lebanon in Figures *in billion US$*

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015
10	Growth	2.80%	3.00%	2.00%	2.00%
11	GDP (in constant Prices 2010)	39.80	40.80	41.60	42.40
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	47.80	47.10
		2014	Apr.2015	2015	Apr.2016
20	CPI	-0.71%	-1.47%	-3.40%	-0.41%
21	M1	5.50	5.61	6.00	6.01
22	M2	48.67	50.00	52.15	52.77
23	M3	117.64	119.71	123.62	125.07
24	M4	124.55	126.77	130.92	132.18
26	Banks Assets	175.64	179.34	186.00	187.85
27	Banks Deposits	147.63	150.71	155.00	156.46
28	Banks Loans- Resident Private Sector	45.36	45.97	48.04	48.71
30	Balance of Payment	-1.41	-0.71	-3.35	-0.90
31	Current Account	-12.95	-2.59	-8.15	-
32	Balance of Trade	-17.18	-4.64	-15.12	-5.36
33	Imports	20.49	5.61	18.07	6.23
34	Exports	3.31	0.98	2.95	0.87
		2012	2013	2014	2015
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	20.00%	20.00%	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	4.13 Mn	4.18 Mn	4.23 Mn	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.82 Mn	2.85 Mn	2.88 Mn	2.91 Mn
		2014	Mar.2015	2015	Mar.2016
51	State Budget Deficit	-3.07	-1.07	-3.95	-1.44
52	Budget Revenues	10.88	2.08	9.58	2.43
53	Budget Expenditures	13.95	3.15	13.53	3.87
54	Public Debt	66.57	69.42	70.31	71.03
55	Debt Service	4.19	0.89	4.46	1.01
56	Total Primary Deficit / Surplus	1.31	-0.14	0.72	-0.40

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56) ,World Bank (10)
** Till June*

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI dropped 0.41% in April 2016 compared to the end of 2015. The CPI had decreased by 1.47% in April 2015 compared to the end of 2014.

• Balance of Payments

In the first 4 months of 2016, the deficit in balance of payments reached 900 million USD compared to a deficit of only 710 million USD in the same period of 2015.

• Trade Balance

The trade deficit reached -5.36 billion USD in the first 4 months of 2016, compared to -4.64 billion USD during the same period of 2015. Exports decreased by 11.2% in the first 4 months of 2016 compared to the same period of 2015, while imports increased by 11.1%. This led to an increase of 15.5% in the trade balance.

• Public Finance

In the first quarter of 2016, public expenditures increased by 22.9% compared to the same period in 2015, while revenues increased by 16.8%. Hence, the budget deficit rose by 34.6%. Primary deficit reached 400 million USD in the first quarter of 2015, an increase of 190.4% from 140 million USD during the first quarter of 2015. This was due to the increase of debt service by 13.4% and decrease of public revenues by 12.7%, in addition to the increase of public expenditures by 23.1%. Repayments of foreign debt principal decreased by 9.7%.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

• Public Debt

Public debt increased from 69.4 billion USD to 71 billion USD between the first quarter in 2016 and in 2015 - an increase of 2.3% over one year.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

CONFERENCES & TRAININGS

FORUM I.S.- KNOWLEDGE MANAGEMENT MASTERCLASS 2016
Scope: Information System, Cyber Security & ICT Intelligence
Location: Johannesburg – South Africa
Date: 25 – 29 July 2016
Phone: 0027 11 011 0100
Fax: 0027 86 616 2079
Email: events@forumis.org
registrations@forumis.org
Website: www.forumis.org

CONFERENCE OF EXPERTS ON DISABILITY AND REHABILITATIONS
Scope: Special Education
Location: Amman – Jordan
Venue: Holiday Inn Hotel
Date: 31 July – 04 August 2016
Phone: +962 6 5521181 / +962 6 5548720
Fax: +962 6 5537156 / +962 6 5548721

Training: PERFORMANCE MANAGEMENT AND CAREER PLANNING
Location: Istanbul - Turkey
Date: 07 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com /training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Training: HANDLING PRESSURE, TIME MANAGEMENT, PRIORITIZING AND EMOTIONS AT WORK
Location: Dubai – U.A.E.
Date: 07 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com/training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Conference: THE 24TH INTERNATIONAL CONGRESS ON SERICULTURE AND SILK INDUSTRY
Scope: Sericulture and Silk
Location: Thailand
Venue: Queen Sirikit National Convention Center
Date: 10 – 14 August 2016
Email: iscregister@qsds.go.th
Website: http://www.qsds.go.th/iscconress24th

Training: PREPARATION FOR TOP MANAGEMENT JOBS
Location: Istanbul - Turkey
Date: 14 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com/training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Training: ADVANCED STRATEGIES AND EXCELLENCE IN SELF AND CAREER DEVELOPMENT
Location: Jakarta - Indonesia
Date: 14 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com/training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Conference: SAUDI PRIVATIZATION FORUM
Scope: Effective Management
Location: Riyadh – K.S.A.
Date: 15 – 16 August 2016
Phone: 0060327236611
Email: SafiyaR@marcusevanskl.com

Conference:25TH EDITION: ADDIS TRADE FOR DEVELOPMENT
Scope: Global
Location: Addis Ababa – Ethiopia
Date: 19 August – 10 September 2016
Phone: 0115549245/46
Email: info@centurypromotion.com
Website: www.centurypromotion.com

Training: SUCCESSFUL CHANNEL MANAGEMENT
Location: Kuala lumpur - Malaysia
Date: 21 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com/training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Training: ADVANCED STRATEGIES FOR DEVELOPING THE PROFESSIONAL PERFORMANCE OF AUDITORS AND ACCOUNTING DEPARTMENTS HEADS
Location: Dubai – U.A.E.
Date: 21 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com/training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Conference: FINANCING & IMPLEMENTING ENERGY PROJECTS IN AFRICA 2016
Scope: EU Funding/ Matching Global Partners & Key Players/ Financing Schemes
Location: Berlin - Germany
Date: 25 - 26 August 2016
Phone: 00493080208022300
Fax: 00493080208022259
Email: regina.luening@euroacad.eu
Website: http://www.euroacad.eu

Conference: THE GENERAL BLOCK EXEMPTION REGULATION (GBER) IN PRACTICE
Location: Berlin – Germany
Date: 25 – 26 August 2016
Phone: 00493080208022300
Fax: 00493080208022259
Email: regina.luening@euroacad.eu
Website: http://www.euroacad.eu

Training: ADVANCED SKILLS OF OFFICE WORK MANAGEMENT AND E-SECRETARIAT
Location: Istanbul - Turkey
Date: 28 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com / training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Training: DEVELOPING THE SKILLS OF DEALING WITH OTHERS IN WORK ENVIRONMENT
Location: London – U.K.
Date: 28 August 2016
Phone: 0096265562280
Fax: 0096265562270
Email: info@grandtt.com / training@grandtt.com
Website: www.grandtt.com

Conference: BOARD DYNAMICS AND EFFECTIVENESS
Location: Dubai – U.A.E.
Date: 29 – 30 August 2016
Phone: 0060327236611
Email: michelley@marcusevanskl.com

Conference: 3RD INTERNATIONAL CONFERENCE ON SOLAR ENERGY
Location: Tehran – Iran
Date: 05-06 September 2016
Phone: 00982122351171/00982122351161
Fax: 00982189777020
Email: info@open-iran.com
Website: www.open-iran.com

Conference: BEIRUT INTERNATIONAL MEDIAPHARMA FAIR & CONFERENCE
Industry: Medical 7 Pharmaceutical
Location: Beirut – Lebanon
Venue: Hilton Beirut Habtoor Grand Hotel
Date: 22-24 September 2016
Phone: 009611577203
Email: sm@promoteam-ltd.com
Website: www.promoteam-ltd.com

EXHIBITIONS

Exhibition: IRAN HOMETEXPO
Industry: Furniture and Decoration
Location: Tehran - Iran
Date: 17 – 19 August 2016
Phone 00902122731888 / 00902122731818
Fax: 00902122731819
Website: www.elanexpo.net

Exhibition: IT CONVERGENCE EXPO KOREA-ITCE 2016
Industry: Information Technology, Communication Technology
Location: Daegu - Korea
Venue: EXCO- Daegu Exhibition & Convention Center
Date: 24 – 26 August 2016
Phone: 008253/6015000
Fax: 008253/6015029
Website: http://www.expodatabase.com/tradeshow/itce-it-convergence-expo-korea-66573.html

Exhibition: CHINA INTERNATIONAL FRUITS & VEGETABLES EXHIBITION 2016
Industry: Fruits & Vegetables
Location: China
Date: 26-28 August 2016
Phone: 008615018717199 / 00862066339113
Email: info@chinafvexpo.com
Website: www.bigexpo.cn

Exhibition: ENVIRONMENT & ENERGY TECH 2016-ENTECH2016
Industry: Environment & Energy
Location: Bexco – Korea
Date: 31 August - 02 September 2016
Phone: 0082517407482
Email: entech@bexco.co.kr
Website: http://www.entechkorea.net/english/

Exhibition: AGRICULTURE & FOOD EXHIBITION
Industry: Agriculture & Food
Location: Baghdad – Iraq
Date: 07-09 September 2016
Phone: 009647722269111
Email: hussam.ghaleini@ifpiraq.com

Exhibition: INTERNATIONAL MATERIAL & COMPONENTS INDUSTRY SHOW 2016-IMAC 2016
Industry: Machinery , Chemical Materials, Electrical Components & Technology
Location: Korea
Date: 20 – 22 September 2016
Phone: 031-995-8739/8145
Fax: 031-995-8088
Email: imac@kintex.com / imac@kyungyon.co.kr
Website: www.imac21.co.kr

Exhibition: ACE FAIR 2016
Industry: Broadcast, Animation and Audiovisual
Location: Korea
Venue: Kimdaejung Convention Center
Date: 22 – 25 September 2016
Website: http://www.acefair.or.kr/fairDash.do

Exhibition: KOREA INTERNATIONAL STEEL & NONFERROUS METAL EXPO 2016
Industry: Metal & Steel
Location: Korea
Venue: Kintex
Date: 27 – 30 September 2016
Website: http://www.kisnon.com/

Exhibition: BISUTEX, INTERGIFT, MADRIDJOYA 2016
Industry: International Fashion Jewelry and Accessories Trade Fair
Location: Madrid – Spain
Venue: Feria de Madrid - IFEMA
Date: 07-11 September 2016
Phone: 0034 91 722 30 00
Fax: 0034 91 722 58 01
Email: bisutex@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/bisutex_06

Exhibition: KAFU EXPO 2016
Industry: Flowers, Landscape & Urban
Location: Astana - Kazakhstan
Venue: Korme Exhibition Center
Date: 08-10 September 2016
Phone: 0090 212 273 18 18
Email: info@kafuexpo.com
Website: www.kafuexpo.com

Exhibition: MOMAD 2016
Industry: Fashion, footwear and accessories
Location: Madrid – Spain
Venue: Feria de Madrid - IFEMA
Date: 09-11 September 2016
Phone: 0034 91 722 57 95
Email: momadshoes@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/momad_06/

Exhibition: The 6th China (Guizhou) International **ALCOHOLIC BEVERAGE EXPO**
Industry: **ALCOHOL & BEVERAGES**
Location: China
Venue: Guiyzng International Conference & Exhibition Center
Date: 09-12 September 2016
Phone: 008685185284027/ 008685185281665/
Fax: 008685185284027/ 008685185283033/
Email: jiubo9@exp@126.cm
Website: www.9expo.org

Exhibition: 8TH THESSALONIKI INTERNATIONAL FAIR-TIF
Industry: Global
Location: Greece
Venue: International Exhibition Center
Date: 10-18 September 2016
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Exhibition: MACFRUT EXHIBITION
Industry: Fruits & Vegetables
Location: Italy
Venue: Rimini Expo Center
Date: 16-19 September 2016
Phone: 00390547317435
Fax: 00390547318431
Email: business@macfrut.com
Website: www.macfrut.com

Exhibition: EXPOHOGAR
Industry: Decoration, gifts, fashion & jewelry
Location: Barcelona - Spain
Venue: Hall 2 Montjuic Exhibition Centre, Barcelona
Date: 17-20 September 2016
Phone: 0034932332000
Email: expohogar.ventas@firabarcelona.com
Website: http://www.exoohogar.com

Exhibition: EURO ATTRACTIONS SHOW (EAS) 2016
Industry: Attractions, amusement and entertainment
Location: Barcelona - Spain
Venue: Barcelona, Fira Gran Via Convention Center, Carrer de la Botanica, East Entrance
Date: 18-22 September 2016
Phone: 0034 93 233 20 00
Website: http://www.iaapa.org/expos/euro-attractions-show/home

Exhibition: FASHION EXPO
Industry: Fashion, Shoes & Accessories
Location: Tehran - Iran
Venue: Tehran Municipality's Specialized Exhibition Center
Date: 21-23 September 2016
Phone: 0090 212 273 18 18
Email: info@iranbhexpo.com
Website: www.iranbhexpo.com

Exhibition: UNIBIKE 2016
Industry: Bicycles
Location: Madrid – Spain
Venue: Feria de Madrid - IFEMA
Date: 22-25 September 2016
Phone: 0034917225744
Website: unibike@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/unibike_06/

Exhibition: BARCELONA DEGUSTA 2016
Industry: Food
Location: Barcelona – Spain
Venue: Barcelona Montjuic Venue
Date: 23-25 September 2016
Phone: 0034935679691
Email: internacional@alimentaria.com
Website: http://www.barcelonadegusta.com/en

Exhibition: METEOROLOGICAL TECHNOLOGY WORLD EXPO 2016
Industry: Technology
Location: Madrid – Spain
Venue: Feria de Madrid - IFEMA
Date: 23-25 September 2016
Email: simon.willard@ukipme.com
Website: http://www.meteorologicaltechnologyworldexpo.com/

Exhibition: EXPO PLAST 2016
Industry: Plastic Processing & Recycling
Location: Bucharest - Romania
Venue: Romexpo Central Pavilion
Date: 27-30 September 2016
Phone: 0040734660673 / 0040755129147
Email: anca.dinu@euroexpo.ro / Daniela.cosmoiu@aspaplast.ro
Website: www.expoplast.ro/en

Exhibition: INTERNATIONAL EXHIBITION ON TRAVEL & TOURISM
Industry: Travel & Tourism
Location: Erbil – Iraq
Date: 27-30 September 2016
Phone: 009647727699955
Email: samir@pyramidsfaireg.com
Website: www. pyramidsfaireg.com

Exhibition:
-THE 5TH IRAQ INTERNATIONAL FAIR ON HEALTH & AGRICULTURE, FOOD & DRINKS
-THE 7TH BASRA INTERNATIONAL FAIR ON GENERAL TRADING
-THE 6TH BASRA INTERNATIONAL FAIR ON AUTOMOBILES & SPARE PARTS
Industry: Health & Agriculture/ Automobiles & Spare Parts
Location: Al Basra – Iraq
Date: 27-30 September 2016
Phone: 009647727699955
Email: samir@pyramidsfaireg.com
Website: www.pyramidsfaireg.com

Exhibition: COSMETORIUM 2016
Industry: Cosmetics
Location: Barcelona – Spain
Venue: Barcelona, Palacio de Congresos
Date: 28-29 September 2016
Phone: 0034934881808
Email: info@e-seqc.org
Website: http://www.en.cosmetorium.es/

Exhibition: BARCELONA TATTO EXPO 2016
Industry: Tatto
Location: Barcelona – Spain
Venue: Montjuic Exhibition Centre, Barcelona
Date: 30 September – 02 October 2016
Phone: 0034932332000
Website: http://barcelonatattoexpo.com/en

Exhibition: PUERICULTURA MADRID 2016
Industry: Childhood Products
Location: Madrid - Spain
Venue: Feria de Madrid - IFEMA
Date: 30 September – 02 October 2016
Phone: 0034917225360
Email: puericulturamadrid@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/puericulturamadrid_06

BUSINESS OPPORTUNITIES

Company: SARP GROUP
Activity: Natural Stone Processing and Manufacturing Complex
Location: Iran
Phone: 0098.51.38.68.93.02 / 0098.933.104.3717
Fax: 0098.51.38.66.62.08
Email: NS@sarpgroup.org / SARP.CO@outlook.com

Company: EURO ASIA CORPORATION (PVT) LTD.
Activity: Exporters of Premium Tea
Location: Srilanka
Phone: 0094 11 5882250
Fax: 0094 11 5515991
Email: info@ euroasiatea.com / upka@euroasiatea.com
Website: http://www.euroasiatea.com/

Company: IORDANIS KOURTZIDIS
Activity: Exporters of Fishing Equipment
Location: Greece
Phone: 00302510232938
Fax: 00306973962940
Email: info@iordanis.com.gr
Website: www.iordanis.com.gr

Company: TETIXBEE BV
Activity: Arts & Gift Items
Location: Greece
Phone: 00306974755040
Email: info@tetixbee.com
Website: www.tetixbee.com

Company: JOHNY-I. KIOSIDIS & CO. INC.
Activity: Exporter of Bar Equipment
Location: Thessaloniki - Greece
Phone: 0030 2394073536 /0030 2394073537
Fax: 0030 23940 73538
Email: export@johny.gr
Website: www.johny.gr

Company: GREEK SOIL
Activity: Food & Beverages
Location: Greece
Phone: 00302114021684
Fax: 00306906768706
Email: info@greeksoil.com
Website: www.greeksoil.com

Company: AGD TRADING COMPANY
Activity: Exporters of Foster Grant Reading Glasses
Location: New York – U.S.A.
Phone: 0017165846069
Email: sales@agdtrading.com

Company: FLEGGA-NICOLAS LAITSOS & PARTNERS
Activity: Manufacturer of Cheese
Location: Greece
Phone/**Fax:** 00302425022788
Email: Flegga.laitsos#\@gmail.com
Website: www.feta-flegga.gr

Company: DAY S.A.
Activity: Manufacturer of Women's Clothes
Location: Greece
Phone: 00302310307802
Fax: 00302310339986
Website: www.billysabbado.gr

Company: FOURNARAKIS A.E.
Activity: Manufacturer of Paints
Location: Greece
Phone: 00302105598400
Fax: 00302105598440
Email: info@fournarakis.gr

Company: TBEA CO., LTD.
Activity: Manufacturer of Technical Equipment
Location: China
Phone: 00869946553996
Fax: 00869942723615
Email: chnlovez@126.com
Website: www.tbea.com.cn

Company: HEXING ELECTRICAL CO., LTD.
Activity: Manufacturer of Smart Metering Products & Systems
Location: China
Phone: 0086057128020700
Fax: 0086057128185751
Website: www.hxgroup.cn

Company: CREDO CAPITAL PRODUCTION LLC
Activity: Distributor of hygienic and cosmetic products
Location: Bulgaria
Phone: 00359884284220
Fax: 0035932620516
Email: a.ivanova@credo-capital.com
Website: www.credo-capital.com

BUSINESS OPPORTUNITIES IN ROMANIA
Activity: Investments
Location: Romania
Website: www.investromania.gov.ro

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat

Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, **Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Rita Roukoz Nehmé

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb